

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2789 - VENDREDI 16 DÉCEMBRE 2016

FINANCES PUBLIQUES

Le Congo lance un
emprunt obligataire
de 150 milliards FCFA

Le ministre des Finances, du budget et du portefeuille public a lancé, le 15 décembre à Brazzaville, un Emprunt obligataire par appel public à l'épargne d'un montant de 150 milliards FCFA pour un taux d'intérêt de 6,5%. Cet emprunt court pour la période allant de 2016 à 2021.

Calixte Nganongo a estimé que dans le cadre de la diversification de son économie et la poursuite des chantiers d'in-

frastructures de base, le Congo s'est doté d'un budget au titre de l'année 2016 qui ne satisfait pas la demande globale.

« Il se dégage ainsi un besoin de financement qui est couvert, notamment, par l'émission d'un emprunt obligataire. La présente levée de fonds est principalement destinée à l'achèvement des travaux d'infrastructures déjà engagés », a-t-il expliqué. [Page 4](#)



Calixte Nganongo et les représentants des banques

GRANDE COMMISSION MIXTE

La Russie et le Congo disposés
à poursuivre leur coopération

Jean Jacques Bouya et Yury Senturine signant des documents/crédit photo Adiac

A l'issue de la Grande commission mixte Congo-Russie tenue du 13 au 15 décembre à Brazzaville, Brazzaville et Moscou viennent de renouveler leur coopération par la signature de nouveaux accords portant sur divers secteurs. Tout en statuant sur les projets dont les accords sont en cours

de finalisation, notamment dans les domaines de l'économie, du commerce, de l'éducation, des hydrocarbures et de la défense, les deux parties sont disposées à promouvoir leur coopération, en dépit de la conjoncture économique internationale difficile.

« Au regard des conclusions

de cette rencontre, nous pouvons incontestablement affirmer qu'un grand pas en avant vient d'être franchi », a déclaré le ministre de l'Aménagement du territoire, Jean Jacques Bouya qui représentait la partie congolaise.

[Page 8](#)

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE

Henri Djombo pour des
financements adéquats
au profit de l'agriculture

L'agriculture, un secteur porteur de croissance

Avec des exportations alimentaires estimées à quelque 500 milliards FCFA par an, le Congo qui compte diversifier son économie devrait tout mettre en œuvre pour satisfaire ses besoins locaux en matière de denrées alimentaires.

Lors de la séance des questions orales avec débat au gouvernement à l'Assemblée nationale, le 13 décembre, le ministre de l'Agriculture, de la pêche et de l'aquaculture, Henri Djombo, a plaidé pour un financement adéquat de ce secteur considé-

ré comme un nid d'emplois et source de croissance.

L'objectif, a-t-il indiqué, est de soutenir la nouvelle stratégie du gouvernement visant à améliorer la sécurité alimentaire et espérer atteindre l'autosuffisance alimentaire.

[Page 3](#)

DÉVELOPPEMENT URBAIN

Le PEEDU poursuivra ses
investissements de proximité en 2017

Le Projet Eau, électricité et développement urbain, cofinancé par le Congo et la Banque mondiale a adopté, au titre des activités à mener en 2017, un budget de 17,8 milliards FCFA, soit 8 milliards pour la contrepartie congolaise et 9,8 milliards pour la BM. Ce financement cible, s'inscrit dans la poursuite des réalisations de ce projet mise en œuvre depuis 2014. Il s'agit entre autres de la réhabilitation des lignes de transport d'électricité, l'installation des postes de transformation et des lignes de distribution d'eau.

[Page 3](#)

ÉDITORIAL

Lentement ...

[Page 2](#)

ÉDITORIAL

Lentement ...

Lentement mais sûrement le discours change, évolue au sein même de la classe politique. Outrancier, agressif, excessif à tous égards lors de la campagne qui précéda le référendum constitutionnel puis l'élection présidentielle, il se calme peu à peu au fil des jours. Si bien que l'on voit aujourd'hui le Congo s'engager dans un dialogue apaisé où la confrontation légitime des idées ne se traduit plus par des dérives verbales qui pourraient elles-mêmes générer des troubles dans la rue.

Vue du camp des observateurs de la scène congolaise où nous nous trouvons, l'équation politique n'est manifestement plus la même qu'hier. Alors que, jusqu'à présent, seule la majorité constituée autour du puissant Parti congolais du travail (PCT) était un ensemble cohérent l'on voit, en effet, se constituer peu à peu du côté de l'opposition une coalition de partis et de formations dont pourrait sortir un jour prochain une alternative crédible. C'est en tout cas ce que laissent entrevoir les débats qui se sont achevés hier à Brazzaville dans le cadre de l'IDC Frocad.

Le plus rassurant pour le peuple congolais dans son ensemble est le fait qu'à un discours que l'on pouvait qualifier de « négationniste » puisqu'il déniait aux citoyens le droit de choisir librement leurs institutions, se substitue maintenant un discours apaisé qui marque nettement ses distances avec le pouvoir et la majorité, mais qui ne remet pas en question pour autant la nouvelle République. Avec cette conséquence, somme toute rassurante, que les positions les plus extrêmes s'effacent progressivement devant un comportement républicain qui ne tente plus de substituer la loi absurde de la violence à la loi pacifique de la démocratie.

Cette évolution est d'autant plus importante que dans quelques mois, peut-être même dans quelques semaines, se dérouleront chez nous deux scrutins majeurs qui achèveront la mise en place de nos institutions : les élections législatives et les élections locales. Si, face à la majorité conduite par le PCT, l'opposition se présente comme un front uni et républicain, nous verrons alors s'amorcer sur toute l'étendue du territoire national un débat qui permettra à notre jeune démocratie de faire un véritable bond en avant.

Les Dépêches de Brazzaville

CONSEIL SUPÉRIEUR DU CENTRE

Ferry Tsontsy élu coordonnateur de Brazzaville

Le coordonnateur national du Conseil supérieur du Centre (Cosuc), Digne Elvis Okombi Tsalissan a procédé le 15 décembre à Brazzaville à la présentation officielle des membres des coordinations de Brazzaville, des organisations de femmes et de jeunes.

Le coordonnateur national du Cosuc a saisi cette occasion pour féliciter les nouveaux promus avant de leur rappeler les tâches qui les attendent. Il a souhaité que les femmes et les hommes élus à différents postes de responsabilité soient à la hauteur

du peuple à travers son adhésion massive à notre philosophie. Il est nécessaire de faire encore un peu plus pour que demain le Centre ait des représentants dans les sphères nationales de prise de décisions », a-t-il indiqué.

Nous devons travailler davantage en vue de mettre fin à ce que l'on appelle le Centre des quotas. Les cadres, membres et militants ici présents, a-t-il déclaré, sont animés par le désir de restaurer le vrai idéal centriste. « Nous ne pouvons atteindre cet idéal que par le travail qui devrait se faire dans la loyauté et le

courage de proposer, de débattre et de dire les choses sans avoir peur de se tromper ; car les personnes qui ne se trompent pas, ce sont ceux qui ne travaillent point », a-t-il conclu.

De son côté, Ferry Tsontsy a remercié ses collègues qui ont bien voulu le placer à la tête de la coordination de Brazzaville. Il mesure, a-t-il déclaré, les charges qui l'attendent. Il a profité de cette occasion pour inviter les membres et militants du Cosuc à inscrire, par leur action, leur nom dans le livre d'or du Centre.

« A nos braves militants, vous devez comprendre que vous êtes la



de leurs tâches. « Notre ambition est de faire un peu plus chaque jour dans l'occupation de l'espace national par la mise en place des organes de base et intermédiaires du Cosuc, pour que notre plateforme politique ne soit plus un espace réservé à une élite spécifique ; mais un instrument au service

respect des valeurs qui sont les nôtres. Je sais que vous ne ménagerez aucun effort pour le triomphe d'un Cosuc compétitif », a signifié Digne Elvis Okombi.

La jeunesse, a-t-il dit, est le fer de lance des ambitions centristes. Il lui a demandé d'être inventive, créatrice et courageuse dans son action. « Ayez le

cheville ouvrière de la coordination de Brazzaville ; que vous avez vous-mêmes choisi les membres devant la composer. Nous marquons à cet effet notre disponibilité dans l'accomplissement des missions qui nous sont confiées par vous », a-t-il fait remarquer.

Roger Ngombé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE-

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba,

Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
ÉDITION DU SAMEDI :
Meryll Mezath
(Rédactrice en chef), Duryl Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndonga, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Directeur : Charles Zodiolo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Diffusion de Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelélé Ngono

TRAVAUX ET PROJETS TRANSVERSES

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Directeur : Philippe Garcia
Assistante : Sylvia Adhdas

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Chef de production : François Diatoulou Mayola
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 983 9227 / (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

MARINE MARCHANDE

Le Sénat autorise la ratification de l'accord de coopération entre l'Angola et le Congo

Le Sénat a adopté, le 15 décembre, le projet de loi autorisant la ratification de l'accord de coopération bilatérale entre le Congo et l'Angola, dans le domaine de la Marine marchande.

Ce projet de loi a été présenté par la commission Affaires étrangères et coopération, que dirige Gabriel Oba Apounou, dans le cadre de la 43e session ordinaire, budgétaire, qui sera clôturée le 23 décembre prochain. Devant le président de cette institution, André Obami Itou, les quarante-cinq sénateurs présents à cette plénière ont adopté à l'unanimité ledit projet de loi.

Après sa signature, cet accord de coopération permettra au Congo et à l'Angola de développer mutuellement leurs relations de coopération dans le domaine de la Marine marchande mais aussi dans quelques autres activités connexes.

A partir de cet accord, les deux parties s'engagent, entre autres, à inciter et à soutenir le développement harmonieux d'une franche collaboration maritime à travers leurs com-

pagnies et/ou entreprises respectives de navigation.

Le même accord facilitera aussi le trafic simultané maritime et le renforcement de la coopération entre les flottes maritimes ; l'échange des services nécessaires à la facilitation du flux commercial des marchandises et des passagers ainsi que la gestion des frets générés par le commerce maritime.

Il facilitera ensuite la coopération entre les autorités portuaires des deux Etats dans le développement des ports ; la formation professionnelle dans quelques spécialités telles que la recherche, le sauvetage, le contrôle, l'état de ports et la gestion portuaire.

Selon les termes dudit accord, les deux pays ont l'obligation, dans les limites de leurs ressources, de se prêter réciproquement assistance, de consulter et d'échanger des informations relatives à toutes les questions inhérentes à la Marine marchande.

Il s'agira notamment de la protection des vies humaines ainsi que de la prévention et de la lutte contre la pollution en mer.

Répondant aux préoccupations des sénateurs sur l'existence à Pointe-Noire d'un centre de formation aux métiers de mer, le ministre des Transports, de l'aviation civile et de la marine marchande, Gilbert Mokoki, a précisé qu'en matière de sécurité liée à la piraterie maritime, le Congo abrite le Centre régional de sécurité maritime d'Afrique Centrale (Cresmac). En matière de « formation et d'emploi », a-t-il renchéri, le pays travaille en tenant compte des dispositions de l'organisation maritime de l'Afrique de l'ouest et du centre (Omaoc), qui prévoit deux institutions de formation.

Il s'agit notamment de l'Académie maritime régionale d'Accra au Ghana, réservée aux pays anglophones et l'académie régionale des sciences et techniques de la mer (Arstm) à Abidjan en Côte d'Ivoire, pour les pays francophones.

Hormis cette ratification, les sénateurs ont aussi examiné et adopté le projet de compte rendu de la séance plénière du vendredi 18 décembre 2016.

Firmin Oyé

PEEDU

Un budget de 17,8 milliards FCFA adopté pour l'exercice 2017

Le budget du Projet eau, électricité et développement urbain (Peedu) a été arrêté à la somme de 17,8 milliards de FCFA pour l'année 2017. Ce budget a été adopté le 15 décembre à Brazzaville, au cours d'une session ordinaire du comité de pilotage du Peedu.

Selon les conclusions issues de la session ordinaire du comité de pilotage, ce budget comprend 8 milliards FCFA de fonds de la contrepartie congolaise et 9,8 milliards FCFA comme contribution de la Banque mondiale.

Le Projet Eau, électricité et développement urbain (Peedu) est un projet du gouvernement congolais, cofinancé avec la Banque mondiale, respectivement à hauteur de 60% et 40%. Le projet a connu quelques difficultés financières depuis 2014 avec comme impact, le retard dans la mobilisation des fonds de contrepartie.

Ce retard a occasionné le ralentissement dans la mise en œuvre du projet. En 2016, le taux de décaissement par rapport aux ressources mobilisées est de 58%.

Rappelons que le Peedu est prévu pour se clôturer en 2019. Ceci impose la mobilisation à date des fonds de contrepartie sinon, certaines activités majeures risquent de ne pas se réaliser. Il s'agit notamment des : lignes de transport électrique (120 km) ; postes de transformation (90 dont 40 anciens et 50 nouveaux) ; lignes de distribution (210 km) ; compteurs (65.000) ; Agences technico-commerciales (6).

Notons que cette session ordinaire a été présidée par le directeur de cabinet du ministre du Plan, de la statistique et de l'intégration régionale, président du comité de pilotage du Peedu, Ferdinand Sosthène Likouka.

Guillaume Ondzé

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE

Plaidoyer pour un financement adéquat des activités agricoles

Le ministre d'Etat en charge de l'Agriculture et de l'élevage, Henri Djombo a plaidé le 13 décembre à Brazzaville, au cours d'une séance des questions orales au gouvernement avec débat, à l'Assemblée nationale, pour un financement adéquat de l'agriculture au Congo.

Selon lui, la production agricole nationale ne comble pas les besoins locaux ; les importations alimentaires du pays sont chiffrées à quelque 500 milliards de francs CFA chaque année. Ainsi, a-t-il invité les députés à voter des budgets conséquents au profit du développement de l'agriculture.

Dans sa nouvelle stratégie, le gouvernement envisage de développer l'agriculture familiale pour améliorer la sécurité alimentaire, promouvoir l'agriculture commerciale afin d'atteindre l'autosuffisance alimentaire.

A terme, l'objectif poursuivi est de renverser la tendance en parvenant non seulement à satisfaire la demande nationale mais aussi à exporter la production agricole vers les autres pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac).

Le Congo réunit des conditions favorables au développement des activités agricoles. Il possède 10 millions d'hectares de terres arables dont 3% seulement sont utilisées. Dans le passé, l'agriculture contribuait à 30% au Produit intérieur brut (PIB) du pays contre 3% à ce jour, d'après le bureau de



Le secteur agricole attend sa véritable impulsion, Crédit Adiac

la Banque mondiale au Congo. Dans le cadre de la diversification de l'économie, le Congo est appelé à dynamiser les secteurs de l'agriculture et de la forêt afin de pouvoir mettre un terme à sa dépendance vis-à-vis des ressources pétrolières. Après avoir réalisé le recensement agricole, le gouvernement devrait

mobiliser les moyens nécessaires avec l'appui des partenaires pour financer l'agriculture. Le prochain programme agricole du Congo suscite d'ores et déjà l'attention de certains bailleurs de fonds internationaux, notamment la Banque mondiale et le Fonds koweïtien qui entendent apporter respectivement

un financement de 100 millions de dollars US (plus de 50 milliards de francs CFA) et 50 milliards de dollars US (plus de 25 milliards de francs CFA). Depuis 2008, le Congo et la Banque mondiale cofinancent le projet de développement agricole et de réhabilitation des pistes agricoles (Pdarp) qui s'achève en avril

2017, à hauteur de 50 millions de dollars, soit un peu plus de 25 milliards de francs CFA.

Ce projet a permis de financer près de 1000 groupements agricoles, soit près de 25.000 bénéficiaires et de réhabiliter près de 1300km de pistes agricoles.

Christian Brice Elion

OPÉRATION FINANCIÈRE

L'Etat congolais lance un emprunt obligataire de 150 milliards FCFA

Le ministre congolais des Finances et du Budget, Calixte Nganongo, a procédé au lancement ce jeudi 15 décembre d'un emprunt obligataire par appel public à l'épargne de 150 milliards FCFA, à travers une mobilisation des investisseurs (Road show), débuté à Brazzaville et poursuivie à Pointe-Noire. Ouvert jusqu'au 23 décembre 2016, l'emprunt d'un prix d'émission de 10.000 FCFA est rémunéré à 6,5% net l'année.

Cette levée de fonds est « arrangée » par un consortium de prestataires de services d'investissement et de bourse tels que Ecobank capital, Crédit du Congo, BGFI Bourse. Pour exprimer leur engagement et surtout la confiance à la qualité de la signature de l'Etat, ces trois prestataires ont permis une « prise ferme » de 146 milliards FCFA.

Intitulée « Emprunt obligataire Congo 6,5 2016-2021 », cette obligation devait durer cinq ans. « Les intentions de souscription que nous avons recueillies déjà nous rassurent, c'est-à-dire une opération déjà réussie », s'est réjoui l'un des arrangeurs de l'opération de levée de fonds, le directeur général de Crédit Congo, Mohamed Mejbar, ajoutant que les 150

milliards recherchés pourraient être largement dépassés.

D'après le ministre Calixte Nganongo, l'initiateur de cette première opération financière du genre au Congo, les fonds mobilisés dans cet emprunt obligataire sont destinés au financement des projets de développement inscrits au budget 2016 et à l'apurement partiel de la dette intérieure de l'Etat. « Nous recherchons à rassurer l'équilibre budgétaire. La présente levée de fonds est principalement destinée à l'achèvement des travaux d'infrastructures déjà engagés », a indiqué Calixte Nganongo.

Les garanties de remboursement

Face aux nombreuses inquiétudes

émises par les quelques souscripteurs potentiels présents lors de cet événement au sujet des garanties de remboursement, le directeur général d'Ecobank, Adonis Seka, a fait savoir que la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) a rappelé qu'elle va suivre les instructions données par la tutelle financière.

Quant aux instructions du ministère des Finances, le compte sera approvisionné mensuellement à hauteur de 8% des recettes fiscales-douanières, avec un minimum de 5 milliards FCFA pendant la durée de vie de l'emprunt. Le même mécanisme a été expérimenté avec succès au Cameroun, au Gabon et au Tchad.

A en croire ces arrangeurs, les modalités de l'opération de levée de fonds sont transparentes, ouvertes et connues de tous. Une situation qui devrait pousser « nécessairement » le Trésor public congolais à honorer son engagement vis-à-vis des souscripteurs. En même temps, les titres seront dématérialisés et inscrits

en compte auprès du dépositaire central et tenus dans les livres des sociétés de Bourse « teneuses de comptes ».

Une autre garantie est liée au fait que l'objet de l'opération est annoncé et communiqué à l'agence de régulation qu'est la Commission de surveillance du marché financier de l'Afrique centrale (Cosumaf). Enfin, il s'agit d'une opération parfaitement transmissible, c'est-à-dire qu'un souscripteur peut vendre son titre au bout de deux ou trois ans.

L'Etat mise sur la mobilisation des Congolais

Les emprunts obligataires étant des instruments de l'endettement à moyen et long terme de l'Etat sont encore mal connus du public congolais. Les valeurs mobilières nées de cette opération financière constituent des titres de créance rémunérés par des flux d'intérêts qui sont contractuellement garantis et généralement fixes.

Pourtant, cette mobilisation financière est ouverte principalement

aux investisseurs locaux, - les banques, les assurances, établissements de microfinance, sociétés de change, les PME/PMI, y compris des personnes physiques, - fonctionnaires, salariés, entrepreneurs et toutes les couches sociales.

« Les Congolais doivent d'abord aider l'Etat à rétablir l'équilibre budgétaire », exhorte le ministre Calixte Nganongo, et c'est aussi une occasion qui leur est offerte de placer leur argent en Banque. « Les intérêts afférents aux présentes obligations sont exonérés de tout impôt et taxe pour les souscripteurs congolais et résidents de la zone Cémac », rassure Calixte Nganongo, qui se préparait à lancer le même « Road show » à Pointe-Noire.

En attendant, il peut compter sur EDC Investment Corporation (Groupe ECOBANK); ASCA (ATTIJARI WAFI); BGFI Bourse; LCB Capital; La Financière; Financia Capital; et CBT Tchad...

Fiacre Kombo

INFRASTRUCTURES

Le transport représente l'un des facteurs du développement socio-économique

Le chef de cabinet du ministre des Transports, de l'aviation civile et de la marine marchande, Pierre Zomambou-Bongo, a évoqué le 15 décembre à Brazzaville, l'importance des infrastructures de transport dans le développement socio-économique d'un pays comme le Congo.

« Les transports, a-t-il indiqué, constituent à n'en point douter, un des facteurs fondamentaux du développement socio-économique d'un pays. Principal vecteur d'intégration économique, les infrastructures et les services de transport sont le préalable à la facilitation des échanges et à la circulation des biens et des personnes ».

Pour illustrer son propos, il a notifié les investissements consentis ces dix dernières années par le gouvernement congolais, notamment dans la construction des routes Pointe-Noire/Brazzaville (530km) et Brazzaville/Ouessou (530km), ainsi que la modernisation des installations du port autonome de Pointe-Noire, reconnu comme l'un des plus importants en eau profonde dans le Golfe de Guinée.

Pierre Zomambou-Bongo s'est adressé à l'ouverture d'une concertation de haut niveau organisée en partenariat avec le bureau régional pour l'Afrique centrale de la

Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA), portant sur le thème : « Développement des infrastructures de transport pour relever le défi de la transformation structurelle de la République du Congo ».

Malgré quelques avancées réalisées en matière d'infrastructures de transport, le Congo a encore du chemin à parcourir pour redynamiser son mode de transport multimodal afin de reconforter son rôle de pays de transit. Car, le pays est appelé à réhabiliter la voie ferrée et à fluidifier le trafic fluvial sur le fleuve Congo et ses nombreux affluents.

Intervenant à son tour, le directeur de la CEA pour l'Afrique centrale, Antonio Pedro, a fait savoir que le développement des infrastructures de transport conditionnait l'accélération de la croissance et la réduction de la pauvreté.

« Les infrastructures de transport sont indispensables pour accéder aux marchés sous-régional et mondial, renforcer l'intégration régionale et attirer les investissements étrangers », a-t-il renchéri.

Venus de plusieurs pays d'Afrique centrale, les participants à cette concertation de haut niveau devraient proposer des solutions devant permettre au Congo de relever ses défis en matière d'infrastructures de transport.

Christian Brice Elion

DROITS DE L'ENFANT

L'Unicef publie un rapport peu reluisant sur la situation dans le monde

Le rapport 2016 sur la situation des enfants dans le monde a été rendu public, le 14 décembre à Brazzaville, par le représentant de l'Unicef au Congo, Aloys Kamuragiye, à l'occasion de la célébration des 27 ans de la Convention relative aux droits de l'enfant (CDE), sur le thème : « Egalité de chance pour chaque enfant ».

Ce rapport note d'importants progrès en ce qui concerne la survie des enfants, l'éducation et la lutte contre la pauvreté. Il analyse plus en profondeur l'inégalité la plus flagrante quant à la survie des enfants ainsi que des facteurs déterminants d'une mortalité évitable chez les plus jeunes. En effet, selon les tendances actuelles, 69 millions d'enfants de moins de 5 ans mourront principalement de causes évitables, 167 millions d'enfants vivront dans la pauvreté et 750 millions de femmes seront mariées pendant leur enfance d'ici à 2030. Ceci à moins que le monde entier ne se préoccupe davantage du sort des enfants les plus défavorisés avant la date limite pour les Objectifs de développement durable (ODD).

Au niveau mondial par exemple, les taux de mortalité chez les enfants de moins de 5 ans ont été réduits de plus de moitié depuis 1990, les garçons et les filles fréquentent l'école primaire en nombre égal dans 129 pays et le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté a été réduit de moitié, comparé aux années 90. « Mais, ces

progrès n'ont été ni égaux ni équitables. Les plus pauvres ont deux fois plus de chances que les enfants les plus aisés de mourir avant l'âge de 5 ans et de souffrir de sous-alimentation chronique », poursuit le rapport.

D'après Aloys Kamuragiye, les perspectives sont les plus préoccupantes en Afrique subsaharienne. En effet, au moins 247 millions d'enfants, soit deux sur trois, vivent dans une pauvreté multidimensionnelle, les privant de ce dont ils ont besoin pour survivre et se développer. Dans cette région, près de 60% des personnes âgées de 20 à 24 ans, issues du quintile le plus pauvre de la population ont moins de quatre années de scolarité. « Si les tendances actuelles se maintiennent, le rapport prévoit que d'ici à 2030, l'Afrique subsaharienne représentera : près de la moitié des 69 millions d'enfants qui mourront avant leur cinquième anniversaire, principalement de causes évitables ; plus de la moitié des 60 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire qui ne seront toujours pas scolarisés ; neuf sur dix des enfants vivant dans l'extrême pauvreté », prévient le rapport.

La situation n'épargne pas le Congo

Pour le représentant de l'Unicef, le Congo n'échappe pas à ce problème d'inégalité de chances des enfants dans la jouissance de leurs droits. Car, l'enquête par grappes à indi-

cateurs multiples réalisée par l'Institut national de la statistique l'an dernier montre que la malnutrition chronique touche 17% des enfants de moins de 5 ans en milieu urbain contre 28% en milieu rural. Le pourcentage de la population utilisant de l'eau de sources améliorées est, a-t-il annoncé, de 98% en milieu urbain contre 57% en milieu rural. Le % d'enfants en âge d'aller à l'école secondaire ou supérieure est, d'après lui, de 78% en milieu urbain contre 41% en milieu rural. Quant aux enfants autochtones, ils ont nettement moins de chances que le reste des enfants de jouir de leur droit à la santé, la nutrition, l'éducation, la protection...

« Le rapport met aussi en évidence qu'investir dans les enfants les plus vulnérables peut être bénéfique, à court et à long terme. Les allocations en espèces, par exemple, se sont avérées utiles pour aider les enfants à rester à l'école pendant plus longtemps et à progresser vers des niveaux de scolarité plus élevés. »

Enfin, pour contribuer à donner des chances égales aux enfants, le rapport propose quelques mesures. Il s'agit notamment d'avoir de meilleures données sur les enfants les plus vulnérables ; trouver des solutions intégrées pour répondre aux difficultés des enfants ; développer des façons innovantes de remédier aux problèmes ainsi qu'effectuer des investissements plus équitables et impliquer davantage les communautés.

Parfait Wilfried Douniama

galeries CONGO Musée de l'Homme de Congo

Spécial exposition vente " Planète Bigarrée II "

Peinture - Sculpture moderne - Céramique et Musique



du 14 décembre 2016
au 14 janvier 2017

Pour vos cadeaux de fin d'année et nouvel an,
pensez aux objets d'art.

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

01 77 88 88 88 (01) 77 88 88 88 | 01 77 88 88 88 (01) 77 88 88 88

OFFRE DE VENTE

UNE PARCELLE SITUEE AU GRAND MARCHÉ DE POINTE-NOIRE

A VENDRE SUPERFICIE 500 M² SITUEE ENTRE DEUX RUELLES

PRIX 350 000 000 F CFA A DEBATTRE

CONTACT TONNI 06 441 68 60

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET

En vue du recrutement d'un consultant pour élaboration et Pré Tester les supports de communication communautaire de la tuberculose du guide suivi-évaluation.

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet « Note conceptuelle Unique de lutte contre le VIH-sida et la Tuberculose en République du Congo ».

La Croix-Rouge française Bénéficiaire Principal communautaire du Nouveau Mécanisme de Financement du Fonds Mondial de lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme, recherche un consultant national pour la mise en œuvre des services cités ci-dessus.

Le Coordonnateur du projet invite les individus et bureaux d'études intéressés par le présent avis, à manifester leur intérêt en vue de fournir les services décrit ci-dessus :

Profil du consultant

Le consultant doit être titulaire au moins d'un diplôme universitaire supérieur en santé publique, et prouver une bonne connaissance et/ou expérience solide dans les domaines suivants :

- Expérience dans des projets ou programmes de lutte contre la tuberculose
- Expérience dans des projets ou programmes de sensibilisation
- Expérience dans la conception de supports de communication visuels
- Expérience dans des projets ou programmes de santé communautaire serait un atout
- Expérience dans les projets ou programmes de lutte contre le VIH serait un atout
- Excellentes connaissances en matière de prévention de la tuberculose et du VIH
- Maîtrise des outils informatiques Word, PowerPoint, Internet, logiciels de création visuelle
- Bonnes capacités rédactionnelles
- Bonne maîtrise du français (écrit et parlé)

• Bonne maîtrise d'au moins une des langues principales parlées au Congo (Lingala, Kituba)

• Pédagogie

• Sens de l'adaptation

• Pro-activité et sens de l'initiative

Les consultants intéressés doivent soumettre leur CV, une lettre de motivation et une offre comprenant :

-Une description de la méthodologie et des outils proposés

-Un chronogramme provisoire

-Un budget détaillé

Les termes de référence indiquant toutes les informations nécessaires sont disponibles au secrétariat de la Croix-Rouge française, sise au N° 290 ter Batignolles sur la route de l'aéroport, dans l'enceinte de l'ASECNA (en face de l'hôtel de l'aéroport), Brazzaville ou sur demande par voie électronique à l'adresse suivante : secretugp-congo.frc@croix-rouge.fr

Adresse de soumission

Les candidatures devront être adressées au coordonnateur du projet et déposées sous pli-fermé au secrétariat de la Croix-Rouge française à l'adresse indiquée ci-dessus, avec la mention « avis de recrutement d'un consultant pour élaboration et Pré Tester les supports de communication communautaire de la tuberculose du guide suivi-évaluation », ou par voie électronique : secretugp-congo.frc@croix-rouge.fr

Avec copie :

• respugp-congo.frc@croix-rouge.fr

• hod-congo.frc@croix-rouge.fr

La date de clôture de dépôt des candidatures est fixée au plus tard le 03 janvier 2017 à 16 h 30.

Fait à Brazzaville le 14 décembre 2016

Nazaire BAKALA
Coordonnateur du projet

IN MEMORIAM



12 décembre 2015 – 12 décembre 2016
Voici un (01) an, jour pour jour, qu'il a plu au Seigneur de rappeler à lui son !ls, le docteur Likibi Faustin " Vetos " ou " Ntino ". A l'occasion de ce triste anniversaire sa famille, sa veuve, ses enfants et ses amis prient tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée pieuse pour lui. Des messes, pour le repos de son âme seront dites en la Basilique Sainte Anne du Congo, ce dimanche 18 décembre 2016 à 6h30mn et 10h30mn. Docteur Faustin, papa Muyungu nous ne t'oublierons jamais.



17 décembre 2015 – 17 décembre 2016
Cela fait un (01) an que disparaissait notre mère le commissaire de police le Lieutenant-colonel Kissoukiyla Marie Chantal. A l'occasion de ce triste anniversaire, la fille Keye Nadie et les petits fils prient tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pensée pieuse pour sa mémoire. Maman, nous ne t'oublierons jamais

18 décembre 1998- 18 décembre 2016
Il y a 18 ans de cela que le maître de notre destin a rappelé à lui Monsieur Marie De Lourdes Bienvenu BIMBENI, ancien promoteur Directeur Générale de l'institut Inspecteur Jean BIYOU DI. Source rafraichissante pour tous il a été un pédagogue averti, doué d'une grande expérience, recherchant toujours le progrès et la réussite. A cet effet l'Institut Inspecteur Jean BIYOU DI demande aux anciens et actuels élèves de cette dite école, famille, amis et connaissances d'avoir une pensée pieuse à son égard et de prendre part à la messe d'action de grâce qui sera dite ce dimanche 18 décembre 2016 à 9h00 en la paroisse Notre Dame de l'Assomption, derrière l'hôpital militaire... Contact : 05 784 80 80



NECROLOGIE

Le patron de l'hôtel Mikhael's et de Sitra Congo, monsieur Najib Khoury Mikhaël, les enfants Naji, Leila, Yara et Tara Khoury Mikhaël ont la profonde douleur de vous annoncer le décès de leur sœur et tante Yvette Khoury Mikhaël survenu le vendredi 9 décembre 2016 à 17h 03 à Tartej (Liban) des suites d'une maladie. La veillée mortuaire s'est tenu au domicile familial, sis village Tartej au Liban.



COLINA DEVIENT SAHAM ASSURANCE.

VOUS AVANCEZ,
NOUS SOMMES LÀ

SAHAM Assurance, assureur leader présent en Afrique et au Moyen-Orient, s'engage tous les jours auprès des particuliers, professionnels et entreprises pour qu'ils avancent, réalisent leurs projets et envisagent l'avenir en toute confiance.



SAHAM
Assurance | Congo
Avancez librement

sahamassurance.com

FAC

Boris Bovekamp, Gora Mbaye et Collins Mawere, nouveaux attachés de défense au Congo

Le ministre de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo, a présidé, le 14 décembre à Brazzaville, la cérémonie officielle d'accréditation de trois nouveaux attachés de défense de l'Allemagne, du Sénégal et de la Zambie auprès de la République du Congo avec résidence à Kinshasa et Libreville.

Né le 25 février 1976 à Beckum Westphalie (Allemagne), lieutenant-colonel docteur Boris Bovekamp est officier de cavalerie et breveté de l'école de guerre. Il a été, entre autres, conseiller du président de l'Académie fédérale de politique de sécurité et chargé de mission au bureau d'étude militaire à Berlin. Il a aussi exercé à l'international, en qualité d'assistant militaire du commandant de la brigade multinationale sud-ouest et adjoint du commandant national à Kosovo. Il est marié et père d'un enfant.

Né le 18 octobre 1961 à Saint Louis (Sénégal), le colonel Gora

Mabaye a fait sa formation initiale à l'académie royale militaire du Maroc en 1981, il est détenteur du diplôme d'aptitude au grade d'officier supérieur. Il a occupé, entre autres, les fonctions de chef de division opération de l'état-major particulier du président de la République et de commandement du Prytanée militaire de Saint-Louis. Sur le plan international, il a été officier de planification G3 de la mission des Nations unies en République démocratique du Congo (Monuc). Il est membre du groupe d'expert des Nations unies sur la République démocratique du Congo. Il est marié et père de six enfants.

Né le 5 décembre 1966 à Livingstone (Zambie), le général de division Collins Mawere, après son intégration dans les forces armées zambiennes en août 1987, il s'est spécialisé dans l'arme des transmissions et est diplômé en électronique industrielle. En mars 2016, il est promu au grade de général de brigade. Il est marié et père de six enfants.



La photo de famille

Rappelons que c'est dans le cadre du renforcement des liens de coopération que les gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, du Sénégal et de la Zambie, ont bien voulu accréditer au Congo leurs attachés militaires et de défense près leurs ambassa-

des respectives. Cette cérémonie matérialise symboliquement les rapports d'amitié et de coopération entre le Congo et ces trois pays.

Notons que plusieurs autorités civiles et militaires ont pris part à cette cérémonie, parmi lesquel-

les l'ambassadeur d'Allemagne au Congo, Klaus Peter Schik, le chef d'Etat-major général des Forces armées congolaises (FAC), le général de division, Guy Blanchard Okoï, ainsi que les membres du Haut commandement militaire.

Guillaume Ondzé



AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT (SERVICES DE CONSULTANTS)



REPUBLIQUE DU CONGO
MINISTRE DU PLAN, DE LA STATISTIQUE ET DE L'INTEGRATION REGIONALE
PROJET D'APPUI INSTITUTIONNEL POUR L'AMELIORATION DU CLIMAT DES AFFAIRES
ET LA DIVERSIFICATION DE L'ECONOMIE CONGOLAISE (PACADEC)
« RECRUTEMENT D'UN CABINET CHARGE DE L'AUDIT ADMINISTRATIF, FINANCIER ET COMPTABLE DES PROJETS PADE/PACADEC »

Secteur : Gouvernance économique et Réformes financières

Référence de l'accord de financement : 2100155019170

N° d'Identification du Projet : P-CG-KFO-001

Date de publication : 16 décembre 2016

Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu un don du Fonds Africain de Développement (FAD), en différentes monnaies pour financer le coût du Projet d'Appui Institutionnel pour l'Amélioration du Climat des

Affaires et la Diversification de l'Economie Congolaise « PACADEC ». Il est prévu qu'une partie des sommes accordées au titre de ce don sera utilisée pour effectuer les paiements prévus au titre du marché relatif au

«Recrutement d'un cabinet chargé de l'audit administratif, comptable et financier des projets PADE/PACADEC» pour les exercices comptables de la période allant du 1er janvier 2016 jusqu'au 31 Décembre 2017 ainsi que la clôture des deux projets suivant les phases ci-après :

Phase 1 « Exercice 2016 (date du 1er janvier – 31 décembre 2016) » : Période de la mission (Avril-Mai 2017);

Phase 2 « Exercice 2017 (1er Janvier au 31 décembre 2017) » : Période de la mission (Janvier-février 2018);

Phase 3 « Clôture des deux (2) projets PADE/PACADEC : Période de la mission (Janvier-février 2018).

Les services prévus au titre de ce contrat, sous la supervision du Coordonnateur des projets PADE/PACADEC, visent les objectifs ci-après :

- Obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas dans l'ensemble d'inexactitudes significatives, qu'elles soient dues à

des fraudes ou à des erreurs, permettant ainsi à l'auditeur d'exprimer une opinion sur le fait que les états financiers ont été préparés, dans tous leurs aspects significatifs, conformément au référentiel d'information financière en vigueur; et

- Etablir un rapport sur les états financiers et le communiquer comme l'exigent les normes internationales, en se basant sur ses conclusions;
- S'assurer que les livres comptables des projets offrent à l'unité de coordination des projets (UCP) PADE/PACADEC, une base pour l'établissement des états financiers qui rendent compte des transactions financières effectuées dans le cadre des (2) projets;
- Procéder à l'évaluation du contrôle interne, notamment le processus d'acquisition et de règlement des biens, travaux et services pour la période couverte par l'audit, sur la base d'un échantillon représentatif; ii) veiller à ce que les bien financés par le projet soient bien gardés et à ce que ces actifs soient utilisés aux fins prévues.

1 L'Unité de Coordination du projet invite les cabinets à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les cabinets intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour lesdites prestations (documentation, référence des prestations similaires, expérience dans les missions comparables, etc.). Les cabinets peuvent se mettre en association pour augmenter leurs chances de qualification.

Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux « Règles et Procédures pour l'utilisation des

Consultants » de la Banque Africaine de Développement, Edition de Mai 2008, révisée en Juillet 2012 » qui sont disponibles sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>. Les Cabinets intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux suivantes : du lundi à vendredi de 08 heures à 16 heures (heure locale).

Les expressions d'intérêt doivent être déposées/ envoyées par courrier ou courriel à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard, le 30 décembre 2016 à 12 heures, heure locale et porter expressément la mention : « RECRUTEMENT D'UN CABINET CHARGE DE REALISER L'AUDIT ADMINISTRATIF, FINANCIER ET COMPTABLE DES PROJETS PADE/PACADEC POUR LES EXERCICES BUDGETAIRES 2016, 2017 ET LA CLOTURE »

L'adresse à laquelle les manifestations d'intérêt doivent être envoyées est la suivante : Ministère du Plan, de la Statistique et de l'Intégration Régionale
 Projet d'Appui Institutionnel pour l'Amélioration du Climat des Affaires et la Diversification de l'Economie Congolaise (PACADEC)
 A l'attention de : Monsieur le Coordonnateur des Projets PADE-PACADEC
 Rue, Locko Isaac N°05 et 06 secteur Blanche Gomez Brazzaville-Congo
 Tél : (242) 06 668 24 31 / 05 574 18 75 ; e-mail : pacadec@yahoo.fr

Joseph MBOSSA

COOPÉRATION

Le Congo et la Fédération de Russie signent des accords dans divers domaines

Au terme des travaux de la quatrième session de la Grande Commission mixte de coopération tenue du 13 au 15 décembre à Brazzaville, la République du Congo et la Fédération de Russie ont paraphé des accords dans plusieurs domaines : (économie, commerce, éducation, hydrocarbures et défense).

Les deux parties ont été représentées par Jean Jacques Bouya et Yury Senturine, respectivement, ministre de l'Aménagement du territoire et des Grands travaux et secrétaire d'Etat, Vice-ministre de l'Energie de la Fédération de Russie, tous deux, co-présidents de la Commission.

Les protocoles et mémorandum d'entente signés concernent, pour la partie congolaise, les ministères de l'économie, du développement industriel et de la promotion du secteur privé, et de l'Enseignement supérieur, et pour la partie Russe, les ministères de l'Industrie et du commerce, et celui de l'éducation et de la Science. La société anonyme « Zarubezhneft » et la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC), ont également signé un protocole d'accord.

Pour ce qui concerne des projets d'accords en cours de finalisation, les deux parties ont convenu de

projette vers une coopération encore plus dynamique, encore plus pragmatique », a déclaré Jean Jacques Bouya.

Pour sa part, le secrétaire d'Etat Russe a justifié et souligné dans



Les deux parties lors de la grande commission mixte/Crédit photo Adiac

poursuivre leur examen.

« Au regard des conclusions de cette rencontre, nous pouvons incontestablement affirmer qu'un grand pas en avant vient d'être franchi. Un pas en avant, non pas comme ce pas dont parle le philosophe Richard Rorty, mais un pas rassurant qui nous

son discours, l'excellence des relations d'amitié que les deux pays entretiennent, en partant de la souveraineté et de l'égalité de tous les Etats.

Après avoir fait le point de leurs relations, les deux parties ont réitéré leur engagement à pro-

mouvoir la coopération économique, scientifique, technique et commerciale, et à la hisser au niveau des attentes des peuples congolais et russe.

Les deux chefs de délégation se sont également réjouis des efforts consentis ces cinq dernières années pour redynamiser la coopération bilatérale dans différents domaines, tout en affirmant la volonté des deux parties à redoubler d'ardeur en vue de les consolider.

Au cours des travaux, les deux parties ont examiné les questions d'intérêt commun portant sur l'Energie, l'économie, la défense et la sécurité, l'agriculture, l'éducation et la formation, l'information, la communication et les télécommunications et la recherche scientifique.

En outre, elles se sont félicitées de la mise en œuvre effective de l'accord sur l'exemption des visas aux titulaires des passeports diplomatiques et de service, ainsi que de la poursuite de la coopération dans le domaine de la formation civile et militaire.

Malgré le contexte économique

international actuel, marqué par la chute drastique des prix des matières premières, le ministre congolais de l'Aménagement du territoire et des Grands travaux a rassuré que le Congo et la Fédération de Russie se disent déterminer à « toujours vaincre les obstacles », afin « d'atteindre les objectifs d'une coopération encore plus efficiente ».

S'agissant du projet phare de la coopération, à savoir, la construction de l'Oléoduc Pointe-Noire/Brazzaville, les deux parties se sont réjouis des avancés obtenus, notamment, en ce qui concerne la phase du financement et l'exécution physique du projet. Cependant, elles estiment qu'il faudra redoubler d'effort pour concrétiser ce projet, afin de répondre « à la volonté exprimée par les hauts dirigeants des deux pays ».

Avant la tenue de la prochaine session de la Commission Mixte (5ème), prévue en 2018, en Russie, les participants se sont accordés pour une revue à mi-parcours en 2017 des conclusions de cette quatrième Session.

Yvette Reine Nzaba



TELEFUNKEN

Le Géant Allemand des téléviseurs débarque au Congo chez Burotop Iris !



LED 32" HD:	LED 40" FULL HD SMART: 299 000 Fcfa	LED 55" FULL HD SMART: 599 000 Fcfa
159 000 Fcfa	LED 48" FULL HD SMART: 399 000 Fcfa	LED 65" FULL HD SMART: 999 000 Fcfa

4 Avenue FOCH - centre ville - Brazzaville Tél: 05 577 78 88 - 06 669 60 60 Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Pointe-Noire Tél: 04 453 53 53 - 05 605 60 5



CELEC

COMPTOIR D'ÉLECTRICITÉ DU CONGO

La Qualité à petit prix

 <p>7.000 FCFA</p>	 <p>10.900 FCFA</p>	 <p>2.900 FCFA</p>
 <p>400 FCFA</p>	 <p>6.900 FCFA</p>	 <p>4.400 FCFA</p>

6 Avenue Foch, près de la Mandarine centre ville Brazzaville République du Congo
Tél : 06 908 19 98 - 05 772 47 47 www.celecsa.com



BRAZZA Express
Actualité-Economie-Politique
Sur votre chaîne Africaine
Tous les Jeudis à partir de 9h30



Canal 304 DU BOUQUET CANAL +

Reportage
Documentaire
Breaking-News
Votre Actualité

24H/24

NOS EMISSIONS
Club d'Elites-Passerelle-Tour D'horizon-Arrêt Majeur-Débat Chrétien
Au Coeur des Mystères-Play-Décryptage-90Min Chez Vous-Planète Sport
Dimanche des Lions-Café des Sports-Meeting Point-La Matinale...

Disponible sur les bouquets

TNT CANAL+ eutelsat TV+

Situé à l'immeuble EBATHA Rond-point La Coupole (Centre Ville)

REPUBLIQUE DU CONGO-BRAZZAVILLE
CONTACTS: +242 22 613 40 55 - 05 631 38 49

ITALIE

Le responsable d'un naufrage géant de migrants condamné à 18 ans de prison

A la barre, le Tunisien a tenté de minimiser son rôle : le stratagème n'a pas réussi face aux juges de Catane.

En Italie, où pourtant les drames de la migration sont légion, on se souvient du naufrage du 19 avril 2015 comme étant le pire et le plus horrible dans l'absolu. Ce jour là – une nuit – un chalutier en piteux état parti des côtes de Libye, s'était tout simplement enfoncé dans les eaux de Méditerranée à l'approche des secours. Près de 1000 personnes emprisonnées dans ses cales ou dans l'impossibilité d'attraper les filins qui leur étaient jetés, s'étaient noyées. Et pendant un an, 800 cadavres étaient restés prisonniers des abysses avant que le bateau ne soit renfloué et que ce qui restait des corps soit conduit vers différentes morgues en Sicile.

Très rapidement, les enquêteurs italiens avaient mis la main sur le « responsable » de cette tragédie: Mohammed Ali Malek, Tunisien, était le capitaine du chalutier; Mahmoud Kikhit, Syrien, était son second. Tous deux ont nié la gravité

de leurs responsabilités affirmant, comme c'est souvent le cas, qu'ils étaient eux aussi des candidats à la migration comme les autres victimes de cette catastrophe. Mais le stratagème n'a pas pris. Les survivants, une trentaine à peine, ont été formels en les reconnaissant comme les donneurs d'ordres et ceux qui avaient organisé cette traversée de la mort.

Devant le tribunal de Catane, en Sicile, ils ont été condamnés mardi après-midi. Le « capitaine » a écopé de 18 ans de prison ferme et son adjoint de 5 ans, le tout assorti de lourdes amendes financières de l'ordre de 9 millions d'euros (près de 59 millions francs CFA) chacun, pour cette affaire sordide. Voilà clos le volet d'une hallucination qui a vu aussi, fait remarquer, le Premier ministre italien d'alors, Matteo Renzi, se dresser contre sa propre opinion pour engager de gros frais et ramener les 800 corps à la surface, afin de « leur donner une sépulture digne ».

Malheureusement, ce chapitre ne clôt pas la liste des tragédies de traversée en Méditerranée. Depuis

avril 2015, plus de 5.000 autres personnes ont péri noyées en tentant de traverser vers les côtes italiennes pour gagner l'Europe. C'est un véritable jeu de roulette russe qui s'est engagé, dans lequel ceux qui meurent ne dissuadent pas ceux qui tentent, chacun étant convaincu de sa baraka personnelle. Car, comme on le sait, la mort ne frappe que les autres.

La tragédie du 19 avril va sans doute passer au cinéma ou dans les salles de musée. Le célèbre cinéaste mexicain Alejandro Inarritu serait en contact avec les autorités italiennes pour exposer l'épave du chalutier du malheur. Le cinéaste veut porter ce bateau jusqu'à Milan (plus de 600 km), au nord de l'Italie, où il sera exposé devant la cathédrale de la capitale économique. Le pape François y est attendu en mars prochain. Le drame avait ému le chef de l'Eglise catholique qui s'était rendu sur place pour jeter un bouquet de fleurs à la mer pour ces victimes anonymes. Il avait dénoncé alors une « globalisation de l'indifférence ».

Lucien Mpama

Le gouvernement de Paolo Gentiloni entre en fonction

La classe politique italienne souhaite s'attaquer rapidement aux défis laissés par Matteo Renzi, mais chacun a son agenda et son style.

Si le Premier ministre, Matteo Renzi, a rapidement tiré la leçon de l'échec du référendum qu'il a lancé pour réformer la Constitution, son style d'homme pressé semble avoir gagné la vie politique italienne. Il ne s'en est fallu que d'une semaine pour qu'il remette « la clochette » à son successeur, Paolo Gentiloni, comme nouveau président du Conseil. Et à celui-ci, deux jours ont suffi pour former son gouvernement (en reconduisant d'ailleurs très largement les titulaires de l'équipe précédente).

Et mardi, deux jours après sa désignation par le président de la République et son acceptation de prendre le relais de Matteo Renzi, il s'est présenté à la Chambre des députés pour réclamer leur confiance. Confiance largement acquise, avec une majorité de députés appartenant en grand nombre à son propre parti, le Parti démocratique (PD), dont le secrétaire reste Matteo Renzi, un ami. En Italie, la passation de pouvoir entre Premiers ministres se fait à la Chambre des députés par la transmission par le sortant d'une clochette de rappel à l'entrant. Le tout s'est passé dans les sourires et les embrassades mardi, et rondement mené.

Il ne restait plus, mercredi, que l'approbation de la nouvelle équipe gouvernementale par le Sénat pour que celle de Paolo Gentiloni s'attaque aux dossiers qui ont justifié sa venue au pouvoir: rédiger d'une nouvelle loi électorale consensuelle pour permettre de nouvelles élections législatives; affronter la question des banques minées par des dettes faramineuses que l'Union européenne a refusé d'éponger et enfin, toucher au dossier des populations frappées par deux tremblements de terre, en août et en octobre derniers, auxquelles l'Etat a promis de l'aide pour la reconstruction.

Ces dossiers ne sont pas faciles et le nouveau gouvernement ne les abordera, sans doute, pas la fleur au fusil. D'autant que la plupart des partis d'opposition ont refusé de collaborer avec M. Gentiloni pour protester contre la décision de ne pas aller aux urnes tout de suite. Des partis qui ont le vent en poupe comme le Mouvement des 5 Etoiles (M5S) du comique Beppe Grillo, ou la Ligue du Nord, anti-européen et anti-immigré de Matteo Salvini, estiment que c'est maintenant qu'il faut voter, car ils ont la faveur de l'opinion et des sondages. Attendre, c'est refroidir les ardeurs des futurs votants, estiment-ils. Ils ont décidé d'organiser des manifestations de place pour contraindre le gouvernement à abréger les temps et accélérer ce qui doit l'être. **L.Mp.**

Brèves

Niger

Le flux de migrants, traversant le Sahara via le Niger, a enregistré son plus bas niveau en tombant à 1.500 en novembre, contre 70.000 en mai, soit une baisse de 98%. Entre mi-juillet et fin octobre, 102 passeurs ont été renvoyés devant la justice, 95 véhicules saisis et 9 gendarmes arrêtés, soupçonnés d'avoir été corrompus par les trafiquants. Avec l'assistance de l'Organisation internationale pour les migrations, 4.430 migrants illégaux ont été renvoyés dans leur pays d'origine depuis le territoire nigérien. Plus de 173.000 arrivées par cet axe ont déjà été enregistrées en 2016, dont presque 59.000 ressortissants du Nigeria, du Niger, d'Ethiopie, du Sénégal et du Mali.

Ouganda

Cent cinquante-deux personnes, dont un souverain local, ont été inculpées par le tribunal de Jinja pour trahison, en lien avec des violences qui avaient fait au moins 87 morts fin novembre dans la région de Kasese, dans l'ouest de l'Ouganda. Le roi du Rwenzururu, Charles Wesley Mumbere, était apparu seul devant le même tribunal, qui l'avait inculpé pour terrorisme, vol aggravé et meurtre. Ces chefs d'inculpation et celui de trahison sont passibles de la peine capitale en Ouganda.

Gabon

La vente des billets pour les 32 matchs de la Coupe d'Afrique des Nations de football au Gabon, en janvier-février, a commencé. Les billets coûteront entre 500 et 40.000 FCFA, avec des tarifs différents pour la cérémonie d'ouverture du samedi 14 janvier à Libreville, de 2.000 à 20.000 FCFA. 500.000 billets au total seront en vente dans les perceptions et les trésoreries des quatre villes hôtes, Libreville, Franceville, Port-Gentil et Oyem.

Centrafrique

Depuis août 2016, la Minusca a enregistré une augmentation alarmante du nombre de cas de violations et d'abus commis par les différentes factions des ex-Séléka, anti-Balaka et leurs affiliés. La division des droits de l'homme a documenté 1.301 cas de violations et d'abus des droits de l'homme affectant au moins 2.473 victimes. Parmi les victimes, la Minusca a dénombré 203 enfants, dont 91 garçons et 67 filles avec des cas de viols et de violences sexuelles affectant un total de 46 enfants. Les abus ont été principalement des exécutions arbitraires, des traitements cruels, inhumains ou dégradants, etc.

Josiane Mambou Loukoula et AFP

PRÉSIDENTIELLE-FRANCE

Jean-Yves Le Drian soutient Manuel Valls

Dans une déclaration parue le 13 décembre dans le quotidien Ouest-France, le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, a justifié son choix de soutenir l'ancien Premier ministre, Manuel Valls, dans la perspective de la présidentielle 2017.

« Après le choix courageux du chef de l'Etat, Manuel Valls a pris ses responsabilités en décidant de porter une vision de la France qui prolongera et renforcera l'action entreprise durant tout le quinquennat par François Hollande. Depuis mon entrée au gouvernement, j'ai eu l'occasion de travailler au côté de Manuel Valls, lorsqu'il était ministre de l'Intérieur puis sous son autorité, lorsqu'il était Premier ministre. Il a maintes fois démontré sa grande détermination et son sens de l'Etat à toutes épreuves », a déclaré Jean-Yves Le Drian.

« A l'heure où notre pays est confronté à des défis majeurs dans les domaines sécuritaires, économiques, sociaux et environnementaux, Manuel Valls incarne le courage et la volonté nécessaires pour porter la voix de la France et défendre les valeurs de la gauche. Il saura rassembler notre famille politique autour du progrès social, notre socle commun », a-t-il poursuivi.

Il pense grâce à son expérience d'élus, à son parcours national et à son engagement politique, « Manuel Valls a la force de porter un nouveau projet pour la France. [Et que] ce projet confortera le pacte républicain dans toutes ses dimensions : sa connaissance profonde des mécanismes régaliens tout autant que son attachement à la décentralisation constituent une garantie pour notre pays, dans cette période dominée par les fragmentations de toutes sortes ».

« Je me reconnais pleinement dans sa capacité d'homme d'Etat à préserver ces grands équilibres. J'ai donc décidé de soutenir sa candidature à la présidence de la République », a conclu Jean-Yves Le Drian.

Noël Ndong



Camair-Co
L'étoile du Cameroun

La Compagnie CAMAIR-CO a le plaisir d'annoncer à son aimable clientèle, le lancement de son nouveau programme de vols au départ de Brazzaville : 4 vols par semaine mercredi et dimanche à 12h20, lundi et vendredi à 23h00 - avec connexion sur Douala, Yaoundé, Bafoussam, Cotonou, Libreville, Ndjaména, Abidjan. Rendez-vous à l'Agence Camair-co de l'aéroport Maya Maya, à la Représentation Camair-co sise à l'hôtel Ambassadeur ou auprès de votre Agence de voyages. Contacts 06 827 07 54 / 06 462 38 05 / 05 070 73 74. Bienvenue à bord !

NIGÉRIA

Vers la fermeture des camps de déplacés

Après sept ans de conflit ayant dévasté le nord-est du Nigéria, le gouverneur de l'Etat de Borno, épice de l'insurrection islamiste, Kashim Shettima envisage déjà l'après Boko Haram.

« Il y a deux ans, Maiduguri (capitale de l'Etat de Borno) était sur le point de tomber aux mains de Boko Haram. Cette secte islamiste contrôlait 20 des 27 collectivités locales du Borno. Vous n'auriez pas osé aller à 15 km de Maiduguri, sinon vous étiez dans le territoire de Boko Haram. Maintenant Boko Haram a été battu, ils sont chassés de toutes nos communautés, ils n'ont plus la capacité de contrôler des territoires au Nigeria. Il sera bientôt temps pour des centaines de milliers de déplacés de rentrer chez eux », a fait savoir le gouverneur. « Ils lancent des attentats-suicides, mais d'après moi, même les attentats-suicides sont un signe de faiblesse. Je ne nie pas le fait

qu'il existe toujours des poches dans l'arrière-pays. Ils sont toujours dans la forêt de Sambisa, mais il y a une opération militaire en cours. Ils sont aussi pourchassés sur les rives du lac Tchad. Je crois que la guerre est finie », a-t-il assuré.

Malgré ces efforts, d'énormes défis humanitaires restent à relever. Dans la ville de Maiduguri, qui accueille plus d'un million de déplacés, les ressources manquent cruellement, en particulier l'eau et l'assainissement, les installations hospitalières, même les questions de sécurité alimentaire. « Mon objectif est de fermer tous les camps d'ici à mai 2017. Les camps sont sources de problèmes : mariages précoces, réseaux de prostitution, abus de drogues, gangstérisme... Si nous laissons ces camps s'enraciner, nous aurons un autre Calais sur les bras. Là où les gens ont montré la volonté de rentrer, nous les aiderons à rentrer et à reconstruire leur

vie. Nous avons déjà commencé les travaux de reconstruction à Bama et Gwoza », a déclaré Kashim Shettima.

La crise a affecté négativement l'économie de cet Etat du nord-est du Nigéria car, la plupart des marchandises qui atteignent le Soudan, la RCA, le Tchad, le Cameroun, transitent par Maiduguri. Le chômage peut ainsi atteindre 35% ou plus.

« Nous avons beaucoup de jeunes non qualifiés, qui ont besoin d'acquérir des compétences en plomberie, en menuiserie, en maçonnerie. C'est pourquoi notre programme de reconstruction et de réhabilitation est très actif et nous employons des ressources locales pour reconstruire les communautés détruites par Boko Haram. Nous voulons aussi investir massivement, agressivement, dans l'agriculture », a-t-il indiqué, notant au passage environ 49.000 orphelins.

Josiane Mambou Loukoula

VERNISSAGE

Exposition dès ce samedi à Brazzaville des œuvres d'Artnel Mouyoungui

Les ateliers Sahn organisent du 17 décembre 2016 au 27 février 2017 à la case C326 OCH glacière, dans l'arrondissement 2 Bacongo à Brazzaville, l'exposition des œuvres de l'artiste plasticien Artnel Mouyoungui sous le thème : « mensonge et vérité ».

Pendant toute cette période, Artnel Mouyoungui va présenter au public la série de ses neuf œuvres, créées dans le cadre d'une résidence de recherche et de création qu'il a bénéficié à Aarau, en Suisse du 13 septembre au 1er décembre 2016. « Die hand (ces mains) : mensonge et vérité » est la représentation des visages ; le visage selon lui est le lieu du regard, c'est l'une des premières choses que l'on regarde chez l'autre.

Il s'agit également dans l'œuvre d'Artnel, la main. Le plasticien plongera ce samedi devant ces visages et ces mains. Il nous invite à venir nombreux découvrir son talent ce samedi 17 décembre 2016 à 15 heures.

« La vérité et le mensonge », c'est comme un moi social et un moi profond. Par cet autre qui me regarde ou par cet autre qui m'observe dans le miroir. A quel moment le moi social et le moi profond viennent-ils s'affronter ? A quel moment le masque se fissure ? Tout ceci n'est-il pas que de l'ordre de l'apparence ? Ne dit-on pas que les apparences sont trompeuses ? L'homme aime l'apparence. « Nous croyons plus volontiers les mensonges qui nous plaisent que les vérités qui nous déplaisent disait Marie-Jeanne Riccoboni. Qui est dans le mensonge ou dans la vérité ? Le personnage ? L'artiste ? Le spectateur ? Vérité ou Mensonge est un sujet intéressant et complexe. Un sujet à multiples facettes car, on ne saura jamais vraiment ce qu'une personne ressent ». Le travail du talentueux Artnel Mouyoungui relève du vécu. Il s'inspire des scènes de rue, du quotidien. Son oeuvre rime également avec l'époque du changement climatique et des enjeux de l'art actuel.

Il a pris part récemment à l'exposition, Congo-Cameroun : Esthétiques en partage au-delà des géographies, à la Biennale de Dakar 2016 qui a eu lieu du 1 septembre au 30 novembre 2016.

Rosalie Bindika

ÉVOCATION

Hommage à Fidel Castro

L'année 2016 s'achève avec des événements majeurs qui marqueront à jamais l'histoire contemporaine de la planète : de l'élection à la tête des États-Unis d'Amérique de Donald Trup au renoncement du président François Hollande à se représenter à l'élection présidentielle de mai 2017 en passant par le décès du chef de la révolution cubaine, Fidel Castro, survenu le 25 novembre



Poignée de main entre Fidel Castro et Marcel Bavoueza-Guinot, le 13 avril 1988 à la Havane (Cuba)

dernier à la Havane, à Cuba.

Né en 1926 à Biran, district de Mayari, à Cuba, Fidel Castro Ruz fut, dès 1952, engagé dans la lutte contre la dictature de Batista. C'est ainsi qu'à partir de 1956 il organise une guérilla - avec l'aide de ses barbudos, de ses guérilleros, de son frère Raul et d'Ernesto Che Guevara - qui aboutit, en 1959, à la prise du pouvoir. En effet, le 1er janvier 1959, Fidel Castro, âgé de 32 ans, entre triomphalement à Santiago de Cuba pour clamer la victoire de sa guérilla en renversant la dictature de Batista.

Dès cet instant, Manuel Urrutia est proclamé président de la République et Fidel Castro devient Premier ministre. Dès lors, il entreprend une politique de nationalisation qui provoque l'embargo des États-Unis sur le commerce cubain, tandis que l'ex-URSS apporte son soutien au nouveau régime.

Plus tard, Fidel Castro deviendra chef de l'État en 1976. Leader charismatique, Fidel Castro, alors soutenu par l'ex-URSS, s'érige en porte-parole des pays du tiers-monde. En ce sens, Cuba intervient militairement dans la libération des peuples opprimés d'Amérique du Sud et de certains pays africains tels que l'Angola, en 1975 et

l'Éthiopie, en 1977.

Le président Denis Sassou N'Gouesso qui entretenait des relations historiques avec le Président Castro et Cuba, sous son premier régime, engage peu avant la fin de la décennie « 80 » une coopération bilatérale avec Cuba. Ainsi, en avril 1988, dans les rangs de la diplomatie congolaise, Marcel Bavoueza-Guinot*, alors directeur des Affaires internationales et de la coopération de la Banque commerciale congolaise (B.C.C) et représentant des banques du Congo fait partie de la délégation congolaise conduite par le Premier ministre d'alors, Ange Édouard Pongui, aux côtés de Clément Mouamba, alors directeur général de la B.C.C. Ils ont été reçus par le président Fidel Castro le mercredi 13 avril 1988, à la Havane.

En 1989 et 1990, Cuba se retire de l'Angola et de l'Éthiopie.

En 1998, la visite du Pape Jean-Paul II dans l'île de Cuba est l'occasion d'une détente intérieure et internationale provisoire.

En 2006, descendant les marches, Fidel Castro trébuche et tombe. L'image pitoyable fait le tour du monde et suscite un pincement au cœur, voyant ce grand homme chuter physiquement de la sorte. A cela s'est ajoutée la maladie qui l'a progressivement rongé et affaibli au point de déléguer provisoirement le pouvoir à son frère Raul Castro, en juillet de la même année.

En 2008, il renonce au renouvellement de son mandat à la présidence du Conseil d'État. Son frère Raul Castro lui succède à ses fonctions.

Le 20 septembre 2015, le Président Fidel Castro reçoit le Pape François à la Havane.

C'est donc à l'âge de 90 ans que Fidel Castro quitte sa terre-patrie, Cuba, pays dont la musique et la danse sont les deux piliers de la culture.

Et c'est le dimanche 4 décembre dernier que ses obsèques ont eu lieu à Santiago de Cuba - en présence, entre autres, du Président Denis Sassou N'Gouesso, très ému par la disparition du chef de la révolution cubaine.

La mémoire collective retiendra que Fidel Castro a marqué le peuple cubain et le monde durant la seconde moitié du XX^e siècle pour son idéal révolutionnaire, pour la libération des peuples opprimés, pour sa grandeur d'homme d'État, pour sa détermination et sa persévérance légendaires.

Giscard Bavoueza-Guinot

*Père biologique de l'auteur de l'article

MUSIQUE

La maison MB production s'engage à promouvoir le chantre Christian Atsono et son groupe

C'est ce qui ressort du protocole d'accord signé à Brazzaville, entre cette Maison de Production représentée par son manager général, Médard Bongo et le groupe représenté par le chantre Christian Atsono.

Ce protocole d'accord est établi dans le cadre du développement de la carrière, de la promotion, de la production et de la distribution du frère Christian Atsono et son groupe. C'est un contrat de trois ans renouvelables.

A travers ce contrat, le frère Christian Atsono et son groupe s'engagent à travailler avec la Maison MB production pendant trois ans sans d'autres engagements. MB production s'engage également à faire la production sur le plan national et international, notamment : la production, la distribution et l'organisation des concerts gratuits pour faire découvrir le frère Christian Atsono et son groupe qui doivent se soumettre au programme de la maison MB production pour une bonne promotion. Parlant des circonstances de sa rencontre avec l'artiste Christian Atsono, le manager général de la maison MB production, Médard Mbongo, a dit que l'artiste a été informé de sa venue à Brazzaville pour une séance de travail. Depuis Owando (chef-lieu du département de la Cuvette) où il réside, Christian Atsono n'a pas hésité de le contacter. C'est ainsi qu'il a demandé à celui-ci de faire le déplacement de Brazzaville.

« Nous avons discuté et avons trouvé un compromis qui nous a amené jusqu'à la signature de ce protocole d'accord. Nous allons promouvoir et développer sa carrière. Ma prédilection, c'est de ramasser les artistes en herbe et les faire connaître que de travailler avec les produits finis. Le frère Christian Atsono prépare d'un album, nous allons revoir tout ce qu'il a déjà fait et repartir en studio », a déclaré le producteur.

Très content après la signature de ce protocole d'accord, le chantre Christian Atsono, pense que c'est dans le plan du Seigneur qui connaît le destin de tout un chacun qu'il a rencontré le producteur. Car, cela fait une année qu'il est à la recherche d'un producteur. « Je suis dans la joie aujourd'hui après avoir signé avec la maison MB production. Cette maison va me produire sur les plans scéniques et phonographiques, notamment mon album « Mwana alelaka » de onze titres ».

Pour sa part, le prophète Bienvenu Mbemba a dit : « nous assurons courage et surtout respect à son travail. C'est un travail énorme qui nécessite beaucoup de sacrifices, beaucoup de privations et beaucoup plus de la présence de Dieu. Les chants de Dieu qui seront chantés, doivent être des chants inspirés pour que le peuple de Dieu soit édifié et les passages du Christ soient annoncés ».

Bruno Okokana

ASPERBRAS CONGO

FIERTÉ D'ÊTRE CONGOLAIS!

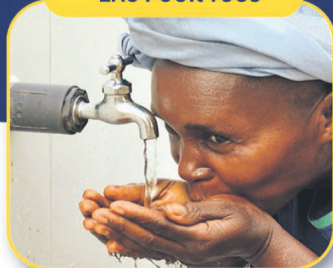
NOUVEAU SIÈGE ASPERBRAS CONGO - BRAZZAVILLE

Le Groupe Asperbras, qui fête aujourd'hui ses 50 ans d'existence, est arrivé en 2011 au Congo Brazzaville avec la même philosophie de construire et d'entreprendre avec diversité, sécurité et solidité économique et financière. Asperbras Congo est fier de participer au développement économique et social congolais et de contribuer, avec à la planification et à la construction de douze hôpitaux généraux de grande portée, un par département, à travers du projet Santé Pour Tous, le plus important programme de santé du continent africain; avec l'implantation du complexe commercial et industriel de Malokou-Tréchet et ses quinze industries et le Centre de Logistique qui vont générer des emplois directs et des revenus; de plus le projet Eau Pour Tous a déjà foré et remis au cours des trois dernières années, plus de 3 000 puits dans tout le pays, fournissant de l'eau de haute qualité à plus de 1. 600.000 congolais. Avec la vaste expérience du Groupe Asperbras dans le secteur de l'agriculture, Asperbras Congo implante, de son propre investissement, un grand projet privé dans le pays, comportant des fermes expérimentales qui développent d'importantes activités agricoles. Ces cinq dernières années des milliers d'emplois directs ont été générés avec ces projets qui sont mis en œuvre dans les douze départements et dans plus de 2000 villages. Aujourd'hui Asperbras Congo, depuis son nouveau siège social et bureau central, se prépare à remettre aux Congolais son plus récent investissement dans le pays. La première concessionnaire MAN-Volkswagen, qui devrait être inaugurée en Février 2017 et sera la quatrième unité sur le continent africain, dans l'objectif de commercialiser les véhicules au Congo et d'exporter vers d'autres pays. Asperbras Congo continue son travail infatigable dans les entreprenariats, les programmes et les travaux, dans le but d'apporter plus de développement pour tous les congolais.

SANTÉ POUR TOUS



EAU POUR TOUS



COMPLEXE INDUSTRIEL MALOKOU-TRÉCHOT



ASPERBRAS MAN-VW BRAZZAVILLE



PROJET AGRICOLE CONGO



ASPERBRAS
CONGO

Depuis 2011, travaillant pour tous les Congolais.

DIALOGUE II

Difficile compromis autour du calendrier électoral

Les violons sont loin de s'accorder entre les signataires et non-signataires de l'accord politique du 18 octobre autour du calendrier des élections, les uns soutenant que la présidentielle et les législatives nationales se tiennent en 2017 juste après l'enrôlement des électeurs, et les autres s'en tenant à avril 2018.

Les débats se poursuivent au Centre interdiocésain où se tiennent, depuis quelques jours, les négociations directes facilitées par les évêques catholiques. Le moins qu'on puisse dire est que les travaux avancent à pas de tortue au regard des divergences qui opposent les participants. À ce stade, on est encore loin de sortir de l'auberge. Les deux camps en présence, en l'occurrence les signataires et non-signataires de l'accord du 18 octobre issu du dialogue de la Cité de l'Union africaine campent sur leur position en rapport notamment avec le calendrier électoral et d'autres matières inscrites à l'ordre du jour. Le 14 décembre, rien de concret n'est sorti de la commission chargée des questions relatives au processus électoral.

Le débat qui s'est cristallisé autour du calendrier électoral n'a pas connu une fin satisfaisante, les contradicteurs n'étant pas parvenus à se mettre d'accord sur un chronogramme réaliste. D'un côté, les délégués du Rassemblement sont montés au créneau



Vital Kamerhe et Jean Lucien Bussa en avant-plan

pour faire valoir la possibilité de tenir la présidentielle et les législatives dans un délai court, soit en septembre 2017, juste après l'enrôlement des électeurs. Les délégués du Rassemblement, qui ont eu recours à leurs experts dans la foulée de l'exposé fait par le président de la Cénî, estiment que l'organisation des scrutins à cette échéance est faisable après l'enrôlement censé se clôturer au mois de juillet 2017.

Ces délégués rejettent totalement le chronogramme proposé par les participants au dialogue qui, disent-ils, ne les engage pas. Les signataires dudit ac-

cord, quant à eux, continuent de défendre bec et ongle le calendrier électoral adopté au Camp Tshatshi lequel prévoit la tenue de la présidentielle et les législatives en avril 2018.

Entre-temps, la Cénî s'en tient à sa proposition de report à avril 2018 des élections évoquant notamment les contraintes majeures liées au processus électoral en RDC, sans compter les finances - pas moins de 1,8 milliards de dollars américains - à mobiliser. Des raisons, à côté de la formation des futurs agents électoraux, qui font qu'il soit impossible, selon la centrale électorale, d'organiser les

élections avant avril 2018. « Des bonnes élections ne pourront se tenir qu'en avril 2018 », a martelé Corneille Naanga devant une assistance visiblement divisée sur l'option à prendre. Dans les rangs des partis politiques signataires de l'accord du 18 octobre, le ton est plutôt à la conciliation. Leurs délégués font remarquer que le chronogramme proposé par le Rassemblement est proche de ce qu'ils avaient proposé à quelques différences de dates près. « Le Rassemblement doit démontrer que techniquement sa proposition de tenir les élections en septembre 2017 est possible »,

martèlent Vital Kamerhe et compagnie. « Si les uns et les autres ont présenté leurs propositions et qu'elles sont jugées techniquement justifiées, je ne pense pas qu'il y ait intérêt à ce que les uns et les autres ne s'ajustent pas. C'est même le sens de la démarche que nous avons », dit un des participants pour le compte des signataires de l'accord politique du 18 octobre.

Même scénario ou presque dans la commission de description politique où les choses semblent aussi tourner en rond. Aucune grande avancée. Les revendications de l'opposition qui réclame la libération de certains prisonniers politiques sont passées au peigne fin, les délégués de la majorité ayant obtenu que cela soit examiné au cas par cas. « (...) Il faut passer en revue un à un tous les cas pour qu'on puisse trouver des solutions par des mesures concrètes de nature à pouvoir détendre le climat politique », s'enquit un des participants à cette commission. Quant à la situation des exilés politiques dont celle de l'ex-gouverneur du Katanga Moïse Katumbi, le sujet est resté pendant. Aucun compromis n'a été trouvé. Les participants se disent néanmoins optimistes espérant que les uns et les autres mettront un peu d'eau dans leur vin pour forcer un consensus.

Alain Diasso

INTERNET

Coupure imminente des réseaux sociaux jusqu'à nouvel ordre

Les autorités viennent d'enjoindre les opérateurs des services Internet de suspendre momentanément les réseaux sociaux en bloquant tous les échanges d'images, de vidéos et de voix via ce créneau.

« Cette instruction devra entrer en application à dater du 18 décembre 2016 à partir de 23h59. Dans la mesure où le blocage partiel des services concernés (Facebook, Whatsapp, Tagged, Badoo, skype, Imo, etc.) ne sera pas possible, il vous est demandé dès lors de bloquer tout accès intégral auxdits réseaux sociaux », peut-on lire sur une correspondance postée sur twitter sans indication sur le destinataire qui, selon toute vraisemblance, ne peut qu'être le directeur général de l'Autorité de régulation des postes et des télécommunications (ARPTC). Une chose est certaine, c'est qu'il s'est tenu mardi une réunion entre les différents fournisseurs d'accès Internet en RDC avec la direction de l'ARPTC qui leur a fait part des exigences des autorités en rapport avec la gestion des réseaux sociaux en cette période sensible que traverse le pays.

Il ressort de cette réunion que les opérateurs du secteur ont reçu l'injonction « de bloquer tous les réseaux sociaux à partir de 18h00 dimanche 18 décembre jusqu'à nouvel ordre ». Alors qu'ils attendaient que cela leur soit notifié par écrit, les fournisseurs d'Internet auraient finalement été saisis officiellement par une lettre écrite détaillant les souhaits des autorités. « L'ARPTC nous a verbalement instruits de filtrer les connexions sur les réseaux sociaux », rapporte un opérateur cité par l'AFP qui soutient que s'il en est ainsi, « les services de messagerie des réseaux sociaux pourraient dans ce cas fonctionner mais sans la possibilité d'envoyer des vidéos, des photos et de la voix ». Cependant, l'exercice ne paraît pas aussi simple que cela puisqu'il requiert des tests préliminaires pour confirmer la faisabilité ou non de l'opération. Toutefois, en cas d'impossibilité, précise la source, « il n'y aurait d'autre choix que de couper l'accès aux réseaux sociaux ».

A.D.

FORMATION

Les professionnels des médias outillés sur la santé sexuelle et reproductive des jeunes

Le thème « Santé sexuelle et reproductive des adolescents et des jeunes » a été du 13 au 14 décembre au centre d'une session de formation destinée aux journalistes membres du Réseau des journalistes amis de l'enfant (RJAE) organisée par le Programme national de santé de l'adolescent avec l'appui de l'Unicef.

L'objectif de cet atelier a été de renforcer les capacités des journalistes en santé sexuelle et reproductive des adolescents. Il était donc question durant deux jours de former ces journalistes en mettant un accent particulier sur le sida, de les doter des supports sur la santé

sexuelle et reproductive pour organiser des émissions et produire des articles de fond, d'élaborer un plan des émissions et des articles sur la santé sexuelle et reproductive.

Les journalistes ont été suffisamment informés sur les différents problèmes que connaissent les jeunes et les adolescents tels que des grossesses précoces et avortement provoqué chez les jeunes, l'adolescence et ses transformations, la toxicomanie et santé de la reproduction, infection à VIH, PTME, option B+, les violences sexuelles et les violences basées sur le genre, les pratiques traditionnelles néfastes.

Pour le directeur du PNSA, Fidèle Mbadu, les jeunes et adolescents re-

présentent un poids démographique qui exige qu'une attention particulière leur soit accordée. Il indique que l'objectif de la formation est de renforcer les capacités des journalistes sur la santé sexuelle et reproductive des jeunes et adolescents afin de leur apporter des informations précises. Dans la lutte contre tous les fléaux qui minent la santé sexuelle et reproductive des jeunes, le directeur reconnaît que les médias ont un grand rôle à jouer dans le changement de comportement des jeunes et adolescents. « Il faut donc les sensibiliser à bannir de mauvais comportements pouvant exposer leur vie », a-t-il dit.

Aline Nzuzi

AFRIQUE

Kinshasa, deuxième ville la plus chère pour les expatriés

Dans la dernière étude du cabinet spécialisé ECA international pour l'année 2016, la capitale congolaise vient à la deuxième position du top africain, après la ville angolaise de Luanda. À l'échelle mondiale, Kinshasa ferme le top dix.

Les auteurs de l'étude ont ciblé un total de 450 villes à travers le monde. Plusieurs facteurs ont contribué à établir ce classement. Parmi ceux-ci, l'on cite, par exemple, le niveau de l'inflation et la convertibilité de la monnaie nationale. « Je ne suis pas

d'accord sur le choix de Kinshasa à la deuxième position africaine. Quand je vois ce que les expatriés peuvent faire avec leurs dollars dans la capitale, je me dis qu'il y a quelque part une erreur d'appréciation », a dit un Congolais interrogé. Dans l'ensemble, le cabinet ECA a réalisé des calculs de coût sur la base d'un panier de biens de consommation courante. Il s'agit, par exemple, de la nourriture, des articles ménagers, des services de loisirs, des vêtements, des prix de restaurants, de l'alcool et du tabac.

Pour information, les calculs sont réalisés en dollars américains pour faciliter la comparaison. L'on apprend également que les auteurs ont écarté certaines dépenses comme le loyer, les services publics, les achats d'automobiles et les frais de scolarité en raison de leur prise en charge par des allocations séparées. Maigre consolation pour la RDC, c'est Tokyo, la capitale du Japon, qui arrive en tête des villes les plus chères du monde en 2016. Le débat reste donc ouvert.

Laurent Essolomwa

MBANDAKA

Une campagne de vulgarisation de l'utilisation des foyers culinaires améliorés

L'activité lancée par WWF-RDC vise à sensibiliser la population aux avantages de ce procédé dont l'ONG internationale active dans la conservation de la nature veut également susciter l'adoption progressive auprès des ménages de la ville.

Le Fonds mondial pour la nature en RDC (WWF-RDC) a lancé, le 13 décembre, dans la ville de Mbandaka à l'Équateur, une campagne visant à sensibiliser la population à l'utilisation des foyers culinaires améliorés.

Le premier lot de 500 foyers améliorés, qui a été présenté lors de cette cérémonie de lancement, a été produit par des artisans formés par le WWF dans les villages alentours. Le WWF vise ainsi, a-t-il été précisé, à vulgariser et à promouvoir les foyers améliorés en suscitant leur adoption progressive auprès des ménages de la ville.

Cette campagne s'effectue dans le cadre du projet Conservation des écosystèmes forestiers en Afrique centrale (Cafec), avec l'appui financier et technique de l'Usaid, du Programme régional de l'environnement en Afrique centrale (Carpe) et du ministère norvégien du Climat et de l'En-



Un échantillon du type de foyers améliorés produits par le WWF photo WWF-RDC

vironnement. Dans le cadre de ce programme, rappelle le WWF, une attention particulière est attachée au changement climatique via la réduction de la déforestation et de la dégradation des forêts.

Réduction sensible de la consommation du combustible

Les foyers culinaires améliorés, a expliqué le WWF dans un communiqué publié à cet effet, sont des braseros utilisés pour la cuisine. Ils ont pour caractéristique principale, a souligné cette ONG internationale, la réduction sensible de la consommation du combustible charbon de bois (communément appelé également braises en RDC). À

l'en croire, ce procédé représente un double avantage tant du point de vue de l'économie domestique que celui de la conservation des ressources naturelles. « La diffusion et la promotion de ces foyers culinaires améliorés vont aider efficacement à réduire la pression exercée sur les forêts dans cette partie du pays contribuant ainsi à la lutte contre la déforestation et la dégradation des forêts », a souligné le directeur national de WWF RDC, Jean-Claude Muhindo. De son avis, en effet, « l'économie de combustible que permet ce type de foyer culinaire contribue, à coup sûr, à la préservation des ressources forestières, répondant à la mission du WWF

de voir les humains et la nature coexister en parfaite harmonie ». L'ONG internationale a, par ailleurs, avisé que le bois énergie a été identifié comme une des principales causes de la déforestation et de la dégradation des forêts en RDC. La carbonisation (c'est-à-dire la fabrication de charbon de bois) à elle seule, a souligné le WWF, vient en troisième position parmi les principales causes de la déforestation et dégradation des forêts dans la nouvelle province de l'Équateur. « À la suite des études réalisées par le WWF sur la consommation du bois énergie et l'utilisation des foyers culinaires à Mbandaka et ses environs, il ressort que la quasi-totalité des ménages qui utilisent aujourd'hui les foyers traditionnels sont disposés à effectuer la transition vers l'utilisation des foyers améliorés en raison des avantages qu'ils procurent, à savoir l'économie de charbon de bois (qui va jusqu'à 50%), le confort d'utilisation et la rapidité de la cuisson des aliments », s'est réjouie cette organisation. WWF a noté qu'une initiative similaire de fabrication et de promotion des foyers améliorés qu'il a lancée, entre 2007 et 2016 dans l'est de la RDC, a été couronnée

de succès auprès des populations de la région et récompensée par plusieurs prix environnementaux internationaux prestigieux.

Placée sous le haut patronage du gouverneur de la province, représenté à cette occasion par son ministre de l'Environnement et du Développement durable, la cérémonie a connu la participation des autorités politico-administratives et des forces vives de la ville ainsi que des représentants des communautés locales des villages de Ngombe, Bikoro, Ntondo, Iyembe et Nioni.

Le WWF, rappelle-t-on, est l'une des organisations de conservation indépendantes les plus grandes et les plus respectées au monde, avec plus de 5 millions d'adhérents et un réseau mondial actif dans plus de 100 pays. La mission du WWF est de stopper la dégradation de l'environnement naturel de la terre et de construire un avenir où les humains pourront vivre en harmonie avec la nature, en conservant la diversité biologique de la planète, en veillant à ce que l'utilisation des ressources naturelles renouvelables soit durable et en promouvant la réduction de la pollution et de la surconsommation.

Lucien Dianzenza

SANTÉ

Novartis lance « SMS for Life 2.0 » au Nigéria

Le programme « SMS for Life 2.0 » a été lancé le 12 décembre pour la première fois dans l'État de Kaduna, troisième région la plus peuplée du Nigeria, en collaboration avec le ministère de la Santé de cet État.

Ce programme de santé, basé sur des technologies innovantes, vise à renforcer la disponibilité des médicaments essentiels et à améliorer les soins apportés aux patients dans la région en recourant à des technologies simples d'utilisation, disponibles et abordables. Avec plus de six millions de personnes, Kaduna est le troisième État le plus peuplé du Nigeria. SMS for Life 2.0 s'appuie sur le programme SMS for Life lancé par Novartis en 2009, qui utilisait les téléphones portables pour gérer les ruptures de stocks de médicaments contre le paludisme dans plus de 10 000 centres de soins de santé de pays d'Afrique sub-saharienne.

Cette nouvelle version améliorée du programme SMS for Life 2.0 utilisera des smartphones et des tablettes pour relever les principaux défis opérationnels auxquels sont confrontés les centres de soins de santé isolés de l'État de Kaduna. « Les travailleurs de la santé locaux seront en mesure de suivre le niveau des stocks de médicaments essentiels, tels que les antipaludéens, les vaccins, les

traitements contre le VIH, la tuberculose et la lèpre, et d'envoyer des notifications aux responsables médicaux de district lorsque ces niveaux sont bas. Le programme permettra également de suivre les paramètres de surveillance du paludisme, des décès maternels et infan-



Lancement de SMS for Life 2.0 au Nigeria pour aider à améliorer l'accès aux médicaments essentiels

tiles et de plusieurs autres maladies, y compris la rougeole, la fièvre jaune et le choléra. En outre, SMS for Life 2.0 permettra d'assurer la formation des travailleurs de la santé au sein des centres locaux, en mettant à disposition des modules d'e-learning à la demande », a fait savoir Novartis.

En parallèle à ce lancement au Nigeria, Novartis et son partenaire à but non lucratif Right to Care ont signé un protocole d'accord avec le ministère de la Santé de Zambie en vue de déployer SMS for Life 2.0 dans 2000 centres de santé à travers le pays. Ce programme, qui inclura le suivi des stocks, la surveillance de maladies et des modules d'e-learning, sera soutenu par Vodacom et devrait être lancé au 2^e trimestre 2017.

Patrick Ndungidi

CINÉMA

Le Trophée Mongita récompense les cinéastes congolais

À deux jours de Noël, soit le 23 décembre, l'Académie des beaux-arts de Kinshasa abritera l'évènement dédié au 7^e art de la RDC, la Soirée Mongita organisée par Un cinéma pour le Congo en partenariat avec Congofilms, la Société du film congolais et l'œuvre de charité magnifique.

Smoking et robe de soirée sont les tenues exigées à cette soirée de gala qui entend rendre hommage à tous les cinéastes congolais. Les premiers pris en compte sont les disparus à qui sont réservés des honneurs à titre posthume. L'organisation tient à rappeler au bon souvenir des cinéphiles tous « ces pionniers qui ont eu le mérite d'allumer la flamme du cinéma dans notre pays et la léguer aux générations futures », souligne-t-elle. Profitant de l'occasion, la Soirée Mongita va servir à clôturer l'année en beauté entre cinéastes. Il est aussi voulu pour un moment, comme il n'y en a pas souvent, de considérer ensemble la situation actuelle du cinéma au Congo mais surtout d'« encourager et féliciter les cinéastes qui se sont impliqués et distingués dans la promotion du cinéma ». Plus particulièrement pour lancer officiellement « Un Cinéma pour le Congo », indique son directeur général, Éric Kayembe. Quant au déroulé de la Soirée Mongita annoncée le 23 décembre à partir de 19h00 au Chapiteau de l'Académie des beaux-arts, il nous revient qu'elle suivra le protocole ordinaire des soirées de gala. Avec, à l'entrée, « une séance de shooting photo pour accueillir chaque invité », souligne Éric Kayembe. Et de poursuivre que les réservations déjà en cours sont de bon augure. L'accès à l'évènement est conditionné à un droit d'entrée, les frais de participation varient entre dix et quinze dollars selon que l'on souhaite s'offrir ce moment festif ou en couple.

La Soirée et le Trophée Mongita se rapportent à feu Albert Mongita. La salle du théâtre national de Kinshasa déjà baptisée en son nom est peut-être la seule chose que les Kinnois connaissent à pro-



L'affiche de la Soirée Mongita

pos de ce nom. L'illustre personnage assurément méconnu de la majorité des jeunes congolais mis à part, peut-être certains cinéastes informés de l'histoire du cinéma congolais disparut en 1985. Né en 1916, il aurait été centenaire cette année. Africultures nous le présente tel un « touche-à-tout de génie ». En effet, Albert Mongita Likele ne fut pas que cinéaste et acteur : à la base enseignant, puis journaliste, rédacteur et présentateur de l'actualité, producteur et animateur d'émissions de radio, il fut tout aussi conteur, écrivain, comédien, chorégraphe et danseur et peintre. Il est tenu pour l'auteur de la première série congolaise de BD scénarisée de façon certaine par un Africain. Mukwapamba a été publiée dans la revue Antilope lancée par les éditions Saint Paul en 1958. Il fut membre du ciné-club congolais de Léopoldville (actuel Kinshasa) qui servit de cadre de formation à des Congolais qui apprirent à faire des films. Albert Mongita a coréalisé La leçon de cinéma (1951).

Nioni Masela

SÉCURITÉ

Serge Pépin Itoua Poto lance officiellement l'opération Uppercut Plus 2016

Le directeur départemental de la police au Kouilou et à Pointe-Noire, le colonel de police Serge Pépin Itoua Poto, a lancé le 14 décembre, en présence des éléments de la force publique impliqués, l'opération Uppercut Plus 2016 qui s'inscrit dans la lutte contre le banditisme et la sécurisation des fêtes de fin d'année et de Nouvel An.

S'adressant au personnel de la force publique impliqué dans l'opération Uppercut Plus 2016, Serge Pépin Itoua Poto a expliqué que cette opération se déroulera en deux phases, notamment celle du 14 au 22 décembre 2016 basée sur la stérilisation de l'ensemble des quartiers de la ville avec implication de tous les éléments engagés et la seconde phase partira du 23 décembre au 2 janvier prochain. Elle sera spécialement basée sur la sécurisation des fêtes. L'orateur a aussi insisté sur quelques consignes à observer par le personnel impliqué en vue de la réussite de cette opération, à savoir le port d'un brassard spécial portant les écrits « police contrôle ». « Nous avons fait dans le passé des opérations qui ont réussi. Nous tenons absolument à la réussite de celle-ci. Quelle que soit l'unité à laquelle vous appartenez, tous les agents concernés par l'opération porteront chacun son brassard. Cela permettra de mieux vous distinguer sur le terrain et éviter évidemment toute éventuelle confusion. Cette opération s'effectuera sans aucune faille. Au contraire, il sera question au cours de celle-ci de durcir les positions, c'est-à-dire appliquer la fermeté dans la légalité en sachant ce que nous avons à faire dans toute la quiétude », a-t-il signifié. Dans son allocution, le colonel Serge Pépin Itoua Poto a mis en garde certains agents de la police administrative qui sont parfois en mission sans se munir de leurs ordres de



Le colonel Serge Pépin Itoua Poto crédit photo «Adiac»

mission. « Gare à celui qui se fera prendre, les services sont en train de fonctionner 24 heures sur 24 et les mesures seront très dures pour les contrevenants », a-t-il prévenu. Répondant à la presse, le lieutenant colonel Ngoyela Gabin Romuald, commissaire de police de l'arrondissement 1 Émery-Patrice Lumumba, a rappelé que les départements de Kouilou et Pointe-Noire ont l'avantage d'avoir l'expérience d'une première opération dénommée Araignée 2, lancée depuis plusieurs mois. La nouvelle opération Uppercut Plus 2016 s'appuiera sur la première conformément à certaines zones criminologiques préalablement répertoriées dans la ville. « La sécurité est l'affaire de tous. Dans ce cadre, nous avons engagé quelques civils en vue de recueillir des informations fiables. En plus, nous invitons les responsables de quartiers, de blocs et la population à mieux collaborer avec les éléments de la force publique impliqués dans cette opération », a-t-il indiqué.

Séverin Ibara

SAISON SPORTIVE 2016-2017

La Mancha lance sa campagne de recrutement

Première des trois équipes maintenues en division d'honneur à l'issue de la saison 2015-2016 dans le département de Pointe-Noire, la Mancha a tenu son assemblée générale annuelle, le 13 décembre, dans la salle des mariages de l'arrondissement 1 Lumumba. Au cours de cette session tenue en présence du directeur départemental des Sports et de l'Éducation physique de la ville océane, Joseph Biangou Ndinga, et du 4^e vice-président de la Fécofoot, François Serge Bouka, le président du club a insisté sur le recrutement des joueurs de qualité.

L'assemblée générale ordinaire a permis au secrétaire général du club, Jean de Dieu Kouayi, de présenter le rapport bilan des activités de la saison écoulée. Un bilan jugé mitigé puisque sur 36 matches joués par la Mancha au championnat national, elle en a remporté 13 contre 14 défaites et 9 matches nuls. L'équipe a ainsi occupé la première place sur sept équipes de la Ligue du Kouilou et 8^e au classement générale sur

18 équipes. La Mancha fait donc partie des trois équipes de Pointe-Noire maintenues en première division après la relégation de V Club, l'ASP, Pigeon Vert et Munisport. Elle défendra cette saison l'honneur du département avec l'AS Cheminots et Nico-Nicoyé qui se sont joints au FC Nathaly's qui se font faire sa montée. En effet, les objectifs fixés par le club n'étant pas atteints, le bureau exécutif a suggéré au staff technique de faire un bon recrutement des joueurs cette saison après le départ de plusieurs joueurs afin d'améliorer les résultats de l'équipe au niveau national et conserver la première place au niveau local. « Je demande à tous ceux qui connaissent les bons joueurs de les envoyer passer le test de recrutement au terrain d'entraînement de la Mancha, dans l'enceinte de l'Institut Thomas-Sankara », a lancé le président du club Éric Mouanda. Malgré ce bilan mitigé, Éric Mouanda est satisfait de la performance de son équipe et reste confiant de son staff technique. « Cette année la Mancha a fait un bon championnat. Si on n'est pas

arrivé au podium, c'est parce que les autres étaient plus forts que nous, je suis content du travail fait par le staff technique et les joueurs », s'est-il réjoui.

Parlant des ambitions de l'équipe pour la nouvelle saison 2016-2017, le gérant du club entend éviter la relégation. « Cette année, nous allons nous battre d'abord pour éviter la relégation et le seul moyen pour l'éviter c'est jouer le titre. La saison dernière, nous avons titillé les grands clubs, Léopards et Diables noirs. On est malheureusement passé à côté de nos objectifs mais cette année on doit travailler pour être parmi les quatre premiers », a poursuivi Éric Mouanda qui veut figurer parmi les finalistes de la Coupe du Congo dont les finales vont se jouer à Pointe-Noire. Enfin, il a rassuré le public de la Mancha que cette saison, avec tous les membres du club et le staff technique, ils vont se battre pour que la Mancha reste en Ligue 1 et si possible se qualifie en compétition africaine.

Clôture des travaux de l'assemblée, Joseph Biangou Ndinga a félicité l'équipe de son maintien en Ligue 1 et a souhaité que les résultats des débats soient pris en compte pour la bonne marche de la Mancha. « Cette équipe a honoré notre département en se plaçant 8^e sur 18 équipes. Nous devons la soutenir avec les trois autres, à savoir l'AS Cheminots, Nico-Nicoyé et Nathaly's, pour qu'elles se maintiennent en fin de saison », a-t-il dit. Enfin, le secrétaire général de la Mancha a annoncé la publication si peu par la Fécofoot du calendrier du tournoi de mise en jambe.

Charlem Léa Legnoki

MUSIQUE

Spirita Nanda présente son single Kitoko

La présentation officielle du clip de single Kitoko de l'artiste musicienne congolaise d'origine camerounaise, Spirita Nanda, auréolée récemment révélation féminine de l'année lors du Beat street festival à Brazzaville, a eu lieu le 13 décembre à Pointe-Noire en présence des professionnels des médias et des chroniqueurs de musique.

Kitoko est le cinquième single de l'artiste musicienne Spirita Nanda. La distinction de Brazzaville vient, en effet, confirmer son immense talent. « Ce trophée est une confirmation du travail abattu. C'est une victoire qui va à coup sûr changer beaucoup de choses dans ma carrière, à commencer par cette reconnaissance des efforts fournis depuis quelque temps », a dit Spirita Nanda. Kitoko, le cinquième single de l'artiste déjà disponible sur YouTube, est une chanson composée pour honorer la femme et valoriser sa beauté. « La femme africaine ou traditionnelle a autant de qualités à faire valoir que toute autre femme, c'est le principal message véhiculé dans ce morceau chanté en swahili »,

a-t-elle ajouté.

Pour Caroff de Bozart, le manager de Spirita Nanda, ce single comme les autres sortis précédemment sont produits pour faire la promotion de l'artiste d'abord avant d'envisager à l'avenir comment sortir un album. Pour ce faire, les stratégies ne manquent pas. « En 2017, Spirita Nanda fera beaucoup de shows et de scènes car nous voulons que l'on consomme du Spirita dans tous les quartiers de Pointe-Noire », a-t-il dit. Réalisé par Kamina Pictures, le clip Kitoko, a indiqué Daniel Kamina, veut magnifier la beauté africaine, une beauté qui s'exprime aussi bien dans les endroits sobres que dans les lieux luxueux.

Exhortant l'artiste à ne pas dormir sur ses lauriers, Fabien Obongo, directeur départemental des Arts et des Lettres de Pointe-Noire, a insisté pour que Spirita Nanda garde la flamme allumée par le travail pour qu'elle fasse parler d'elle en Afrique et dans le monde. Le 12 décembre, Fabien Obongo a reçu l'artiste qui lui a présenté le trophée remporté lors du Beat street awards à l'Institut français de Brazzaville.

Hervé Brice Mampouya

Bientôt la 3^e édition du marché de Noël

L'événement est organisé par Viany Art et Culture en partenariat avec la chambre de commerce qui l'accueillera dans son enceinte du 21 au 31 décembre.

Hormis les expositions et vente de produits, plusieurs autres activités sont prévues. Il s'agit notamment des jeux et remise de cadeaux, des séances de dégustation (crêpes, hot-dog, barbe-à-papa). Au programme figurent aussi des ateliers de peinture, modelage, coloriage, artisanat, et écologie, des activités culturelles comme le défilé de

mode... Le but de ce marché, a indiqué Viviane Tchitchelle, promotrice de Viany art et culture, initiatrice du marché de Noël, est d'offrir la possibilité aux enfants de s'amuser à moindre coût pendant cette période de fêtes. L'entrée sera gratuite dans ce marché qui fera la joie des enfants et leur permettra de vivre l'ambiance des fêtes de fin d'année.

Notons que Viany Arts et Culture est une structure de promotion des arts et de la culture chez les enfants pour une société durable.

Lucie Prisca Condhet

INVITATION

Mesmin Boussa, agent des « Dépêches de Brazzaville », informe tous les membres de l'Association Ékongo-Plateaux de la tenue de l'assemblée générale de la section de Brazzaville ce dimanche 18 décembre 2016 à partir de 9h00 au numéro 66 de la rue Kimongo (croisement avenue Général Okemba) à Mikalou.

La présence de tous est vivement souhaitée



Une vue des participants à l'assemblée générale «Adiac»

CAN EDITH LUCIE BONGO ONDIMBA, BRAZZAVILLE 2018

La Fécohand pense déjà à la deuxième édition

Quatrième lors de la dernière édition à Luanda en Angola, les Diables rouges ambitionnent de disputer au moins la finale de la prochaine Coupe d'Afrique des nations Edith Lucie Bongo Ondimba, prévue en 2018 à Brazzaville.

Au cours d'une conférence de presse, qu'il a animée le 14 janvier au siège de la Fédération congolaise de Handball, Jean Claude Ibovi a reprécisé cet objectif. « Nous qui sommes 4^e aujourd'hui, nous devons nous battre pour être face à l'Angola à domicile, parce qu'il y a l'Angola et les autres. Ça s'impose à nous de gagner face à la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Cameroun et la Tunisie. Ça s'impose à nous dans deux ans. Mais gagner l'Angola, ce sera difficile. Mais, on va le faire douter », a commenté Jean Claude Ibovi face à la presse.

La préparation de Luanda a été un fiasco, d'après ses explications. Le président de la Fécohand a, en effet, reconnu que le Congo était le seul pays parmi les neuf, à se contenter d'une préparation locale. L'Algérie, a-t-il précisé, sortait de l'Espagne pour un stage d'un mois, la Guinée Conakry en France pour la même durée. L'Angola qui sortait des Jeux olympiques, après avoir occupé le 6^e rang, est aussi resté au Portugal pour un mois. La Côte d'Ivoire s'est préparée en France, le Cameroun a passé un mois au Brésil, le Sénégal en France. Le Congo n'a pas appliqué à la lettre son programme de préparation, parce que les moyens sont sortis à



Jean Claude Ibovi/Adiac

une semaine de la compétition. « Du 10 au 23 octobre, l'équipe devrait être en régime d'externat. Du 24 octobre au 11 novembre, l'équipe devrait se retrouver à Yaoundé et du 27 novembre au 7 décembre, à Benguela. Une fois arrivés aux commandes, nous attendions que les fonds soient mis à notre disposition. On ne pouvait plus aller à Yaoundé, puisque la période était déjà épuisée. C'est à une semaine du départ pour Luanda que nous avons reçu du ministère les moyens: un montant de 25 millions. Nous

sommes le seul pays, ayant fait la préparation locale. C'est très dangereux », a-t-il expliqué, avant de se satisfaire du rang occupé par les filles. « Nous sommes sortis 4^e avec une préparation locale et une ossature à 90% locale. C'est pour dire que si on avait un peu du temps, on devrait faire mieux. »

Le programme de préparation de 2017 dévoilé

Pour 2018, le nouveau bureau de la Fécohand entend préparer autrement les Diables rouges. Selon Jean Claude Ibovi, la Confédéra-

tion africaine de handball (Cahb) s'est engagée à mettre à la disposition du Congo un expert de la fédération mondiale. Et ce, conformément au contenu du procès-verbal signé entre les deux parties pour abriter cette CAN. Dans ce document, a révélé le président de la Fécohand, « le Congo doit mettre en place un comité d'organisation opérationnel dès le 1^{er} janvier 2017, élaborer le plan de travail qui débouchera sur un calendrier de mission de suivi de la Cahb, payer la somme de 10 mille euros représentant le droit d'organisation de la compétition, confectionner les tenues de travail, accueillir les activités en marge de la compétition puis s'occuper des visas et la douane ». Le point le plus important, a-t-il dit, est cette recommandation de la Cahb, invitant la partie congolaise à œuvrer pour une organisation rigoureuse de cet événement et à une préparation efficiente de l'équipe nationale.

Jean Claude Ibovi a profité de cette recommandation pour révéler à la presse, le projet de préparation des Diables rouges au titre de l'année 2017, qui sera soumis au conseil fédéral pour adoption. D'après ce programme, tous les championnats des ligues doivent commencer avant le 12 février, d'autant plus que la coupe des vainqueurs de coupe va se dérouler en mars. Il faut déjà donner un peu du jus à Patronage et Cara engagés dans cette compétition. Au mois de mai, a-t-il ajouté, la Fécohand procédera à un premier regroupement. « Nous allons faire venir les filles

de France pour 15 jours avec celles de Brazzaville, puisque le championnat de Paris s'arrête en mai », a-t-il expliqué. Après ce regroupement, les filles repartiront dans leurs clubs respectifs pour préparer le championnat national, prévu en juillet. Et en août, elles entameront un deuxième regroupement (pour la même durée), avant de repartir en septembre pour les clubs champions en octobre. Le troisième regroupement de l'année est prévu en décembre. « Il y aura la coupe du monde qui se jouera en Allemagne, une période creuse consacrée aux Diables rouges », a-t-il souligné, avant de préciser que la Cahb confiera au Congo, la Coupe d'Afrique des vainqueurs de coupes avant la CAN, afin de lui permettre de tester le travail effectué en amont.

Répondant à la rumeur selon laquelle, il aurait constitué les Diables rouges avec l'ossature d'Abo sport, Jean Claude Ibovi a tranché net : « Quand nous envoyions les équipes à l'étranger, nous les renforçons. Asel qui a joué la finale a été renforcée par d'autres joueurs, qui n'évoluent pas au sein du club. Ce n'était pas l'équipe d'Asel. C'étaient les Diables rouges puisque dans les 7 majeurs, c'est-à-dire l'équipe type qui a disputé la CAN de Luanda, il y avait 5, qui ont accompagné Asel », a-t-il expliqué, avant de promettre de changer le code de bonne conduite des Diables rouges, autrement dit, le règlement intérieur.

James Golden Eloué

BRIN D'HISTOIRE

Regard sur les cinquante dernières années (1965-2015)

2001 (49) (suite du numéro précédent)

L'affaire des disparus du beach. Il s'agit des enlèvements qui auraient été opérés en avril-mai 1999 à Brazzaville. Suite à un accord entre le gouvernement congolais, celui de la Rdc et le Hcr (Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés), les Congolais de la rive droite du fleuve Congo furent autorisés à regagner leur pays. Mais, au Beach de Brazzaville, la force publique se serait mise à filtrer les candidats au retour et certains d'entre eux, soupçonnés « d'avoir tenu les armes », auraient été emmenés dans des directions inconnues. D'autres personnes auraient connu le même sort dans les sites de déplacés érigés dans les quartiers nord. Ainsi démarra l'affaire des disparus du beach.

Le lundi 7 mai 2001, sans surprise, après trois ans de présence, Mberi Martin se retire du gouvernement. Il était en rupture de ban avec le pouvoir. Ses prises de position, parfois diamétralement opposées à celle du gouvernement laissaient présager cette séparation. Quasiment à la même période, dans son livre : « 30 ans de révolution », Christophe Moukoueke démolit le président de l'Upads, Pascal Lissouba, un « homme qui manqua de parole ». Déstabilisant, de la part d'un fidèle parmi les fidèles. À moins qu'il ne s'agisse d'une soudaine illumination. Le discours et les comportements politiques, au Congo, se caractérisent par des variations erratiques.

Le 25 mai 1963, le Congo participe à la naissance de l'Oua (Organisation de l'unité africaine) à Addis-Abeba. 38 ans plus tard, l'Oua accouche de l'Union africaine (Ua), portée sur les fonts baptismaux à Lusaka, capitale de la Zambie, qui a accueilli du 9 au 10 juillet 2001, le 37^e et dernier sommet de l'Oua. Il faut rappeler que l'Acte constitutif de l'Union africaine a été adopté par le 36^e sommet de l'Oua, à Lomé (10-12 juillet 2000). Il est donc entré en vigueur depuis le 26 mai 2001, après qu'il a été ratifié par les deux tiers des Etats membres.

En dépit de la frénésie schizophrénique de certains agités de la République, se tient, du 4 au 11 août 2001, la 3^e édition du Fespam (Festival panafricain de musique) sur le thème « Mille tambours à l'unisson pour une Afrique sans frontière ».

L'ensemble traditionnel Yela Wa du Congo et le ballet Nsanda de la Rdc ont respectivement obtenu le prix Paul Kamba de l'innovation et le prix « découverte » Kouyaté Sory Kandia. L'ensemble instrumental de la Guinée a reçu le prix spectacle et les Pygmées du Congo, le prix spécial du jury. Le groupe Bisso na Bisso a reçu le prix Louis Armstrong (prix du public). L'orchestre Aragon de Cuba a, pour sa part, été primé du prix Carrière (il totalise, 62 ans d'existence). Le jury était composé du colonel Mokouami,

Biks Bikouta, Claudy Siar et Alphadi). Mlle Edith Clotilde (Togo), a remporté Miss Fespam 2001. Isabelle Karé Kouagbou (Bénin) et Marika Trigot (Congo) sont ses deux dauphines.

Clément Massengo alias Doktor Fû-Manchu, journaliste à la retraite, musicien au sein de l'orchestre Rumbamberos, décède, foudroyé par une crise cardiaque, samedi 22 septembre 2001, à l'âge de 68 ans. Il est né le 23 juin 1933, à Bacongo (Brazzaville). Plus tôt, dans l'année, le 31 mai 2001, Hyacinthe Backanga, 81 ans, tirait sa révérence. Il avait dirigé le vote des membres du présidium de la Conférence nationale. Quelques mois plus tard, dans un registre plus gai, Mgr Louis Portella Mbuyu est nommé évêque le 30 octobre 2001.

Pendant que certains hommes politiques passent leur temps à pérorer, le travail se poursuit dans le pays. La route Pointe-Noire-Diosso, longue d'environ 17 km est totalement bitumée, grâce au financement de la société Agip Recherches-Congo. Elle met Diosso à dix minutes du centre-ville. Elle est officiellement inaugurée par le président de la République Denis Sassou Nguesso, lors de son séjour à Pointe-Noire, du 18 au 22 décembre dernier. Ainsi va la vie au Congo.

Mfumu